

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203584]

**31 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le Titre X/1  
relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.260/2 à D.260/7;

Vu le décret du 23 mars 2017 insérant un titre X/1 relatif aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles dans le Code wallon de l'Agriculture, l'article 17;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1995 et par le décret du 25 mai 2016;

Vu l'arrêté royal du 23 février 1977 fixant les conditions et les modalités d'ouverture des crédits de restauration en matière de calamités naturelles, ainsi que la quotité et les taux d'intérêts et les frais dont l'Etat assume la charge, modifié par le décret du 25 mai 2016;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1977 fixant les plantations, cultures et récoltes sur pied qui, en application, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, peuvent normalement être couverts par des contrats d'assurance contre la grêle, modifié par le décret du 25 mai 2016;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 novembre 2007;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1982 fixant, en application de l'article 49, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les modalités de recours à des experts étrangers à l'administration, les obligations qui leur incombent, ainsi que les barèmes des rémunérations qui leur sont allouées, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 février 2003 et par le décret du 25 mai 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 16 juin 2016;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet du 2 juin 2016 sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995, intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales et concluant que le projet n'affecte pas directement ou indirectement, de manière significative un ou plusieurs groupes de personnes en fonction de la composition sexuée du groupe;

Vu l'avis n° 61.215/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'inscrit dans le respect des dispositions du chapitre I<sup>er</sup> et III, et plus particulièrement les articles 25, 26 et 30, du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1<sup>er</sup> juillet 2014 sous la référence "JO L 193 du 1.7.2014, p. 1-75", et des dispositions ultérieures complétant ou modifiant ledit Règlement.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> l'administration : l'administration au sens de l'article D. 3, 3<sup>o</sup>, du Code;

2<sup>o</sup> la commission communale : la commission communale de constat des dégâts visée à l'article D.260/4, § 2, du Code;

3<sup>o</sup> le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

4<sup>o</sup> l'expert interne : le spécialiste de l'administration, affecté temporairement à l'examen et l'évaluation du dommage et des propositions d'aides visées par le présent arrêté;

5<sup>o</sup> l'expert externe : le spécialiste indépendant, personne physique ou morale, désigné par le directeur général de l'administration ou son délégué, chargé de l'examen et de l'évaluation du dommage ou des propositions d'aides visées par le présent arrêté;

6<sup>o</sup> l'Institut : l'Institut royal météorologique de Belgique, visé par l'arrêté royal du 31 juillet 1913 portant constitution en établissement scientifique de l'Institut royal météorologique de Belgique.

CHAPITRE II. — *Procédure de reconnaissance de la calamité agricole*

**Art. 3.** Pour être reconnue, la calamité agricole répond aux critères suivants :

1<sup>o</sup> en cas de phénomène naturel de caractère ou d'intensité exceptionnels visé à l'article D.260/1, 2<sup>o</sup>, a), du Code, le phénomène appartient à la liste établie à l'annexe 1;

2<sup>o</sup> en cas d'action massive et imprévisible d'organismes nuisibles visée à l'article D.260/1, 2<sup>o</sup>, b), du Code ou de maladie ou d'intoxication de caractère exceptionnel visée à l'article D.260/1, 2<sup>o</sup>, c), du Code celle-ci est détectée sur le territoire de la Région sur une période de dix ans qui précède;

3<sup>o</sup> le montant total des dégâts agricoles par calamité agricole est supérieur à 1.500.000 euros;

4<sup>o</sup> le montant moyen des dégâts agricoles par bénéficiaire est supérieur à 7.500 euros.

Les dommages évalués sont d'au moins trente pour cent de la moyenne de la production annuelle du bénéficiaire calculée sur la base des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes et excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le bourgmestre d'une commune touchée par une calamité agricole convoque la commission communale dans les dix jours d'une demande écrite d'un bénéficiaire potentiel, à l'exception des cas visés au paragraphe 4.

A défaut pour le bourgmestre de convoquer la commission communale dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le gouverneur de la province à laquelle appartient la commune touchée par une calamité agricole peut convoquer la commission communale dans les quinze jours de la demande écrite d'un bénéficiaire qui lui est faite, à l'exception des cas visés au paragraphe 4.

La demande faite au bourgmestre, ou à défaut au gouverneur de province, mentionne la date, la nature du phénomène et les biens concernés, en ce compris les données d'identification de ces biens.

Un avis d'information est publié aux endroits habituels d'affichage au moins dix jours avant la tenue de la réunion de la commission communale. L'avis peut être publié sur le site Internet de la commune concernée. Les bénéficiaires concernés se manifestent par tout moyen donnant date certaine, et au plus tard avant la tenue de la réunion de la commission communale, en mentionnant les biens concernés, en ce compris les données d'identification de ces biens.

Le bourgmestre de la commune informe l'administration de la date de la tenue de la réunion de la commission communale.

§ 2. Le membre visé à l'article D.260/4, § 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, est un agent de l'administration, service extérieur.

Le membre visé à l'article D.260/4, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, du Code figure dans une liste établie, après un appel public, par le collège communal dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et renouvelée dans les trois mois de l'installation du collège communal. Cette liste est transmise au conseil communal et à l'administration dans le mois de son établissement.

Le membre visé à l'article D.260/4, paragraphe 2, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du Code, figure dans une liste établie, après un appel public, par l'administration pour une période de cinq ans et est désigné par le directeur général de l'administration ou son délégué.

§ 3. La commission communale siège valablement uniquement si :

- 1<sup>o</sup> chaque membre est convoqué officiellement; et
- 2<sup>o</sup> trois membres au moins sont présents.

Les membres de la commission communale ne délibèrent pas sur les dossiers pour lesquels ils ont un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. Les membres visés au paragraphe 2, alinéa 2 et 3, qui ont un intérêt dans un dossier de constat des dégâts agricoles, ne peuvent prendre part à la délibération. Lorsqu'aucune des personnes reprises sur les listes visées au paragraphe 2, alinéa 2 et 3, ne délibère, le Collège communal ou l'administration peut désigner un expert en dehors de la liste pour autant qu'il ne présente pas lui-même un intérêt dans un dossier.

§ 4. La commission communale ne se réunit pas lorsque le bourgmestre ou le gouverneur de province relève, après avis auprès de l'administration, que :

- 1<sup>o</sup> la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est fondée sur des motifs spéculatifs;
- 2<sup>o</sup> l'ampleur du dommage est la conséquence d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence du bénéficiaire;
- 3<sup>o</sup> le dommage est exclu en vertu de l'article D.260/5 du Code ou lorsque le risque est reconnu comme raisonnablement assurable au sens de l'annexe 2;
- 4<sup>o</sup> dans les cas visés à l'article D.260/1, 2<sup>o</sup>, sous c), du Code, les mesures d'urgence ont été prises rendant impossible ou inutile la convocation de la commission et lorsque les éléments de preuve pour déterminer les éléments visés au paragraphe 5, alinéa 3, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, sont apportés à la satisfaction de l'administration.

§ 5. La commission communale se réunit et dresse un procès-verbal de constat des dégâts, suivant le modèle prévu par le Ministre. Une copie du procès-verbal de constat des dégâts est envoyée, pour information, à l'agent des contributions directes visé à l'article D.260/4, paragraphe 2, alinéa 5, du Code.

Le directeur général de l'administration fixe le délai dans lequel les procès-verbaux de constat des dégâts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> lui parviennent pour être réceptionnés. Ce délai est d'un mois à dater de la communication qui en est faite via le portail internet de l'administration. Passé ce délai, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par l'administration, les procès-verbaux ne sont pas pris en compte entraînant l'irrecevabilité des demandes de reconnaissance des communes concernées.

Le procès-verbal de constat des dégâts contient :

- 1<sup>o</sup> la date et l'heure du constat;
- 2<sup>o</sup> la nature du phénomène;
- 3<sup>o</sup> la date du fait dommageable ou, s'il dure plusieurs jours, la période concernée;
- 4<sup>o</sup> l'identification des bénéficiaires, ainsi que l'identification des biens concernés;
- 5<sup>o</sup> la perte de rendement du bien concerné et, pour les biens visés à l'article D.260/5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du Code, la perte de rendement exprimée en surface ou en pourcentage;
- 6<sup>o</sup> pour les biens visés à l'article D.260/5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, du Code, les superficies des parcelles telles que mentionnées dans les déclarations de superficie, ainsi que les superficies touchées des parcelles concernées.

Concernant l'alinéa 3, 5<sup>o</sup>, en ce qui concerne les cultures, la perte de rendement définitive de la parcelle est déterminée au moment de la récolte et le procès-verbal de constat des dégâts est complété suivant le paragraphe 7.

Concernant l'alinéa 3, 6<sup>o</sup>, si ces éléments ne sont pas en possession de la commission communale endéans le mois de sa convocation, le procès-verbal est transmis en l'état.

Tout procès-verbal est signé sur l'honneur par les membres présents de la commission communale.

§ 6. Sous peine d'irrecevabilité, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par le directeur général de l'administration ou son délégué, la commune introduit une demande officielle de reconnaissance de la calamité agricole en transmettant à l'administration le formulaire prévu, accompagné d'une copie du procès-verbal de constat des dégâts, dans les dix jours de son établissement. La commune en conserve l'original.

Dès la connaissance de l'ensemble des communes concernées, l'administration se fonde sur des données disponibles auprès de l'Institut royal de météorologie pour qualifier le caractère exceptionnel du phénomène d'un point de vue climatique.

En cas d'application du paragraphe 5, alinéa 5, les éléments visées au paragraphe 5, alinéa 3, 6°, sont communiqués au directeur général de l'administration ou son délégué au plus tard dans le mois suivant l'envoi de la copie du procès-verbal de constat des dégâts. Passé ce délai, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par l'administration, les procès-verbaux ne sont pas pris en compte entraînant l'irrecevabilité des demandes de reconnaissance des communes concernées.

§ 7. En ce qui concerne les cultures, la commission communale complète, à l'issue d'un second constat au moment du début de la récolte, le procès-verbal de constat des dégâts visé au paragraphe 5 par :

- 1° la date et l'heure du second constat;
- 2° la perte de rendement de la parcelle, exprimée en hectare ou en pourcentage.

Si les cultures endommagées sont récoltées à des dates différentes, le second constat peut avoir lieu à des dates différentes selon les cultures touchées. Dans ce cas, le procès-verbal de constat des dégâts mentionne ces différentes dates.

À l'issue du second constat, la commune envoie, sous peine d'irrecevabilité, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par l'administration, une copie du procès-verbal de constat des dégâts à l'administration dans les dix jours de son établissement. La commune en conserve l'original.

Le directeur général de l'administration ou son délégué fixe le point de départ du délai dans lequel les éléments complémentaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux procès-verbaux de constat des dégâts lui parviennent pour être réceptionnés. Ce délai est d'un mois à dater de la communication qui en est faite via le portail internet de l'administration. Passé ce délai et sauf circonstances dûment motivées et reconnues par l'administration, les procès-verbaux ne sont pas pris en compte entraînant l'irrecevabilité des demandes de reconnaissance des communes concernées.

**Art. 5.** L'administration évalue le montant total et le montant moyen des dégâts, en se basant sur les procès-verbaux dressés par les commissions communales.

L'administration se sert de tous les documents qu'elle juge utile pour réaliser l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et peut faire appel à des experts internes ou à des experts externes qu'elle désigne.

L'administration envoie un rapport et une proposition motivée de décision au Ministre dans les trois mois de la réception du dernier procès-verbal de la commission communale.

**Art. 6.** Dans un délai d'un mois à dater de la réception de la proposition finale de décision de l'administration, le Gouvernement, sur proposition du Ministre, décide, s'il y a lieu, de la reconnaissance de la calamité agricole et fixe, dans un arrêté du Gouvernement, notamment :

- 1° la nature du phénomène;
- 2° la date ou la période de survenance;
- 3° l'existence des critères de reconnaissance visés à l'article 2;
- 4° la ou les zones géographiques concernées;
- 5° le type de biens concernés, et spécifiquement pour les cultures, le type de cultures.

L'arrêté du Gouvernement wallon de reconnaissance de la calamité agricole est publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre peut charger l'administration de notifier la décision du Gouvernement quant à la reconnaissance d'une calamité agricole aux communes qui ont introduit une demande.

Le Ministre établit les modalités particulières d'introduction des demandes d'aides, liées à l'arrêté du Gouvernement wallon de reconnaissance de la calamité agricole, en ce compris le formulaire de demande et les pièces justificatives requises.

### CHAPITRE III. — Bénéficiaires

**Art. 7.** Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le bénéficiaire a, au moment de la calamité agricole, une activité agricole sur le territoire de la Région wallonne visant directement ou indirectement la production de végétaux ou d'animaux ou de produits végétaux ou animaux au sens de l'article D.3, 1° du Code.

Lorsque le bien fait l'objet d'une demande unique visée à l'article D.3, 13°, du Code, le demandeur au moment de la calamité est réputé être le bénéficiaire.

### CHAPITRE IV. — Procédure d'aide à la réparation

#### Section 1<sup>re</sup>. — Expertise

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'administration procède à toute constatation, expertise, vérification, audition de tiers et, en général, à toute recherche et investigation qui lui semblent nécessaires à l'établissement de la proposition d'aide à la réparation des bénéficiaires.

§ 2. L'administration recourt à des experts internes ou externes afin de procéder à la constatation et à l'estimation des dommages. L'administration fait appel à des experts externes uniquement lorsqu'elle est dans l'impossibilité d'affecter temporairement des experts internes.

Les experts fournissent un rapport de leur mission à l'administration.

#### Section 2. — Fixation de l'aide à la réparation.

**Art. 9.** L'aide est calculée pour l'ensemble des dommages subis par un même bénéficiaire, sur la base du montant total de ces dommages et suivant les taux visés à l'article 11.

Le montant de l'aide ne dépasse pas les coûts de réparation ou la diminution de la valeur marchande causée par la calamité agricole.

La diminution de la valeur marchande visée à l'alinéa 2 est la différence entre la valeur du bien immédiatement avant et immédiatement après la survenance de la calamité agricole.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le dommage est évalué :

1° sur base de la perte réelle calculée suivant les mercuriales au jour du dommage, pour les cultures, récoltes et animaux utiles à l'agriculture;

2° sur la base de la reconstitution à l'état normal de fertilité pour les terres à destination agricole ou horticole.

§ 2. Le dommage est calculé par bénéficiaire. Un même dommage ne peut être indemnisé deux fois par le fonds.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque demande, un montant de 249,99 euros est retenu sur l'aide à titre d'abattement.

§ 2. L'aide est calculée par tranches du montant du dommage affectées d'un taux suivant le tableau ci-après :

Tranches du montant du dommage indemnisable	Taux	Montant cumulé des tranches précédentes
250 à 2999,99€	80 %	0 €
3.000 € à 19.999, 99 €	100 %	2.199, 99 €
20.000 € à 29.999, 99 €	80 %	19.199, 98 €
30.000 € à 49.999, 99 €	60 %	27.199, 97 €
50.000 € à 299.999, 99€	40 %	39.199, 96 €
Au-delà de 300.000 €	0 %	139.199,95 €

§ 3. Le directeur général de l'administration ou son délégué peut majorer le montant de l'aide visé au paragraphe 2 du coût justifié des mesures et travaux conservatoires à caractère provisoire, réalisés aux frais du bénéficiaire et reconnus utiles à la limitation de son dommage.

Le directeur général de l'administration ou son délégué peut diminuer le montant de l'aide visé au paragraphe 2 des fournitures ou prestations de travaux dues par des tiers ou obtenues à charge de tiers en vue de dédommager partiellement ou totalement le bénéficiaire.

#### Section 3. — Envoi et confirmation de la proposition d'aide

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur général de l'administration ou son délégué envoie, par tout moyen donnant date certaine, au bénéficiaire, pour l'ensemble des biens sinistrés qui lui appartient, une proposition d'aide à la réparation reprenant le montant de celle-ci. Une copie du rapport de constatation des dommages est, le cas échéant, jointe à la proposition.

§ 2. Le directeur général de l'administration ou son délégué n'établit pas de proposition d'aide à la réparation lorsque :

- 1° les conditions de l'arrêté de reconnaissance ne sont pas remplies;
- 2° le bénéficiaire ne répond pas aux conditions de l'article D.260/1, 1° du Code, et de l'article 7 du présent arrêté;
- 3° les cas visés à l'article 4, paragraphe 4, 1°, 2° ou 3° sont présents.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Si le bénéficiaire accepte la proposition visée à l'article 12, il confirme, par tout moyen donnant date certaine, la proposition et la renvoie, datée et signée, à l'administration, dans le délai fixé par le Ministre en vertu de l'article 6, alinéa 4.

La confirmation de la proposition d'aide est envoyée à l'administration, accompagnée éventuellement des pièces justificatives demandées par l'administration. La confirmation de la proposition d'aide équivaut à une demande d'aide et entraîne la liquidation de l'aide selon les modalités fixées à l'article 14.

§ 2. Si le bénéficiaire refuse la proposition visée à l'article 12, il en avertit l'administration, par tout moyen donnant date certaine, dans le délai fixé par le Ministre en vertu de l'article 6, alinéa 4.

Si la proposition d'aide à la réparation est entachée d'erreur matérielle, elle peut être rectifiée par l'administration.

En l'absence d'erreur matérielle, le demandeur peut solliciter un réexamen de la proposition d'aide à la réparation. Si l'administration confirme sa position, elle le notifie dans une décision motivée notifiée dans les soixante jours du refus de la proposition d'aide. Le bénéficiaire peut introduire un recours contre cette décision conformément à l'article 16.

§ 3. L'absence de réponse à la proposition d'aide à la réparation dans le délai y mentionné, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par l'administration, entraîne la caducité de la demande d'aide.

§ 4. En cas de mandat, le mandataire joint à la demande une copie du mandat.

§ 5. Le bénéficiaire fournit à l'administration et, le cas échéant, tient à disposition de l'expert désigné par l'administration, tout document, certificat ou attestation qui lui serait expressément demandé. Sous peine d'irrecevabilité, le bénéficiaire transmet les documents, certificats ou attestations dans le délai mentionné dans la demande qui lui est formulée.

#### Section 4. — Liquidation et emploi de l'aide.

**Art. 14.** L'aide est payée dans les soixante jours de la réception par l'administration de la confirmation de la proposition d'aide à la réparation visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 15.** Lorsque le dommage porte sur des récoltes ou des animaux, le bénéficiaire s'engage, sauf circonstances dûment motivées et reconnues par le directeur général de l'administration ou son délégué, à poursuivre l'activité agricole durant une période de trois ans, sous peine de rembourser l'aide perçue.

#### Section 5. — Voies de recours.

**Art. 16.** Un recours peut être introduit par le bénéficiaire devant le Ministre dans les quarante-cinq jours de la décision.

Le Ministre convoque le comité régional en matière de calamité agricole chargé de lui remettre une proposition de décision dans le mois de sa saisine.

Les membres visés à l'article D.260/7, alinéa 3, 2°, sont :

1° un agent de l'administration, service extérieur, ayant participé à la commission communale de constat des dégâts;

2° un agent du Département du Développement de l'administration;

Le membre visé à l'article D.260/7, alinéa 3, 3°, du Code est désigné par le directeur général de l'administration ou son délégué.

A la demande du Ministre, le bénéficiaire fournit toute information, document, certificat, ou attestation complémentaire dans le délai fixé dans la demande. A défaut de réception de celui-ci dans le délai imparti, le recours est déclaré irrecevable.

Le Ministre statue dans un délai de trente jours de la réception de la proposition de décision du comité. L'administration notifie la décision de recours dans les dix jours de sa réception.

Le Ministre fixe les modalités de fonctionnement du comité et les modalités particulières liées à l'instruction des recours.

**Art. 17.** Le directeur général de l'administration ou son délégué peut, sans attendre qu'il ait été statué en recours et, sans reconnaissance préjudiciable des droits des parties, procéder à l'exécution de l'incontestablement dû.

#### CHAPITRE V. — *Financement*

**Art. 18.** Les dépenses afférentes à l'exécution du présent arrêté sont, conformément à l'article 3 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, couvertes par le Fonds wallon des calamités naturelles, division Fonds wallon des calamités agricoles.

**Art. 19.** Celui qui, par fraude, tente d'obtenir une indemnisation supérieure à celle à laquelle il a droit peut être déchu par le Ministre, en totalité ou en partie, du droit à l'aide. Les sommes perçues indûment sont restituées. Toutes les sommes remboursées ou recouvrées sont versées au Fonds wallon des calamités naturelles.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses et finales*

**Art. 20.** Le Fonds wallon des calamités naturelles est subrogé, à concurrence du montant des indemnités allouées, aux droits et actions des bénéficiaires du présent arrêté, à l'égard de toute personne physique ou morale ainsi que de toute personne de droit public belge, étrangère ou internationale, tenue de couvrir ou de réparer en tout ou en partie les dommages indemnifiés.

Les bénéficiaires fournissent tous documents et pièces qui leur sont réclamés pour l'exercice de ces droits et actions, sous peine de rembourser les sommes dont le Fonds wallon des calamités naturelles n'aurait pu, de ce chef, poursuivre le recouvrement.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Lors d'une calamité agricole, toute entreprise d'assurances fournit, sans frais, au sinistré qui lui en fait la demande, une copie des contrats d'assurance qui couvrent les biens du sinistré situés dans la région affectée par la calamité, dans les dix jours à compter de la date de la réception de la demande.

§ 2. Une copie de toute proposition de paiement faite à un sinistré, en exécution d'un contrat d'assurance et au titre d'indemnisation de dommages causés par la calamité visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, est notifiée par l'assureur ou son mandataire à l'administration dans les cinq jours de l'envoi de la proposition à l'intéressé.

**Art. 22.** Le présent arrêté s'applique aux calamités naturelles agricoles survenues après la date de son entrée en vigueur.

**Art. 23.** Sont abrogés:

1° l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles), modifié par l'arrêté royal du 20 février 1995 et par le décret du 26 mai 2016;

2° l'arrêté royal du 23 février 1977 fixant les conditions et les modalités d'ouverture des crédits de restauration en matière de calamités naturelles, ainsi que la quotité et les taux d'intérêts et les frais dont l'Etat assume la charge, modifié par le décret du 26 mai 2016;

3° l'arrêté royal du 14 juillet 1977 fixant les plantations, cultures et récoltes sur pied qui, en application, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, peuvent normalement être couverts par des contrats d'assurance contre la grêle, modifié par le décret du 26 mai 2016;

4° l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 novembre 2007;

5° l'arrêté royal du 21 octobre 1982 fixant, en application de l'article 49, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les modalités de recours à des experts étrangers à l'administration, les obligations qui leur incombent, ainsi que les barèmes des rémunérations qui leur sont allouées, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 février 2003 et par le décret du 26 mai 2016.

**Art. 24.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

**ANNEXE 1. — Liste des phénomènes météorologiques pouvant être considérés comme calamités agricoles**

Les phénomènes météorologiques naturels pouvant être considérés comme calamités agricoles sont :

**1. Le gel**

Il y a gel lorsque la température de l'air est inférieure à 0 °C (point de congélation de l'eau). Un « jour de gel » est une journée au cours de laquelle la température minimale est inférieure à 0 °C (gel pendant une partie de la journée). Un « jour d'hiver » est une journée au cours de laquelle la température maximale est inférieure à 0 °C (gel permanent au cours de la journée). Une période de gel sur une région donnée désigne une période au cours de laquelle les températures minimales successives sont négatives.

L'administration se fonde sur les données disponibles auprès de l'IRM pour qualifier le caractère exceptionnel du phénomène d'un point de vue climatique sur une période de retour de 20 ans. Ce phénomène peut se caractériser par une arrivée brutale du gel, des jours de gel ou d'hiver anormalement précoces ou tardifs, un nombre de jours de gel ou de jours d'hiver importants sur une période de gel, ou des températures minimales et maximales sur la période de gel.

Les méthodes d'évaluation du caractère exceptionnel du phénomène et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

- a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;
- b) les observations du réseau climatologique belge validées par l'IRM
- c) les observations d'un réseau géré par un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;
- d) les observations de terrain, les procès-verbaux de constat de dégâts, les articles de presse validés par le directeur général de l'administration ou son délégué.
- e) le cas échéant, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

**2. La tempête synoptique**

Une tempête synoptique est une perturbation atmosphérique caractérisée par des vents violents pouvant être accompagnée de précipitations abondantes et d'orages.

En un endroit donné, peut être qualifiée du caractère exceptionnel une tempête synoptique dont les pointes de vents observées dépassent une valeur de 130 km/h à la station anémométrique la plus proche.

Les méthodes d'évaluation de la valeur du paramètre considéré et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

- a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;
- b) les observations enregistrées par le réseau anémométrique officiel, validées par l'IRM;
- c) les observations enregistrées par le réseau d'observations d'un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;
- d) les observations de terrain et les procès-verbaux de constat de dégâts agricoles validés par le directeur général de l'administration ou son délégué.;
- e) les observations de terrains, les articles de presse, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises, communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

**3. La tornade et les rafales descendantes**

Dans des situations atmosphériques instables, des vents violents, souvent très localisés, peuvent se produire près de la surface. Ces vents sont le plus souvent observés par temps d'orages et accompagnent généralement des tornades ou des rafales de vent descendantes.

Compte tenu du caractère local de ces phénomènes et de la difficulté d'obtenir des mesures de la vitesse du vent pour caractériser ce type de phénomène, les dommages observés aux cultures sont utilisés pour juger de l'exceptionnalité du phénomène en un endroit donné.

Les méthodes d'évaluation de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

- a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;
- b) les observations enregistrées par le réseau anémométrique officiel, validées par l'IRM;
- c) les observations enregistrées par le réseau d'observations d'un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;
- d) les observations de terrain et les procès-verbaux de constat de dégâts agricoles validés par l'administration le directeur général de l'administration ou son délégué.;
- e) les observations de terrains, les articles de presse, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises, communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

**4. Les pluies abondantes**

Les pluies abondantes sont des précipitations qui se produisent généralement sous une forme intense et très localisée. Au printemps et en été, elles sont surtout associées à des phénomènes orageux. Leur importance peut être influencée par une capacité d'infiltration du sol insuffisante.

L'administration se fonde sur les données disponibles auprès de l'IRM pour qualifier le caractère exceptionnel du phénomène d'un point de vue climatique sur une période de retour de 20 ans.

Les méthodes d'évaluation du caractère exceptionnel du phénomène et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

- a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;
- b) les observations pluviométriques du réseau climatologique belge, validées par l'IRM;
- c) les observations pluviométriques d'un réseau d'observations géré par un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;
- d) les données radar de l'IRM combinées aux mesures pluviométriques en surface du réseau climatologique belge, permettant d'estimer localement les endroits où les précipitations sont les plus abondantes;

e) le réseau Safir de l'IRM permettant de fournir des indications sur le déplacement des cellules orageuses éventuelles et sur l'intensité de l'activité électrique de ces cellules;

f) les observations de terrain et les procès-verbaux de constat de dégâts agricoles validés par le directeur général de l'administration ou son délégué;

g) les observations de terrains, les articles de presse, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises, communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

#### 5. Les pluies persistantes

Une période de pluies persistantes est une succession de jours de pluie sur une période déterminée. Son importance peut être influencée par une capacité d'infiltration du sol insuffisante.

L'administration se fonde sur les données disponibles auprès de l'IRM pour qualifier le caractère exceptionnel du phénomène d'un point de vue climatique sur une période de retour de 20 ans, en prenant en compte notamment le cumul des précipitations sur la période des pluies persistantes ou le nombre de jours de pluie consécutifs sur la période des pluies persistantes.

Les méthodes d'évaluation de la valeur des paramètres considérés et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;

b) les observations du réseau climatologique belge, validées par l'IRM;

c) les observations pluviométriques d'un réseau géré par un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;

d) les observations de terrain, les procès-verbaux de constat de dégâts, les articles de presse validés par le directeur général de l'administration ou son délégué;

e) le cas échéant, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

#### 6. L'accumulation de neige

La neige est une forme de précipitation constituée de particules de glace ramifiées contenant de l'air qui sont la plupart du temps cristallisées et agglomérées en flocons, de structures et d'aspects variables. L'accumulation de neige pendant plusieurs jours peut donner lieu à une augmentation importante du poids de celle-ci par le phénomène de dégel et de regel, réduit cependant par la sublimation de la neige en cas d'ensoleillement. La charge d'une couche de neige est fonction de son épaisseur et de sa densité.

Peuvent être qualifiées du caractère exceptionnel les accumulations de neige qui atteignent une densité de 1,5kN/m<sup>2</sup>. En deçà de cette norme, elles peuvent également être reconnues comme exceptionnelles si, après analyse de l'IRM, il s'avère que le nombre de jours de neige accumulée en surface est anormalement long, si l'accumulation de neige en surface est anormalement précoce ou tardive ou si l'épaisseur de neige atteinte est importante.

Les méthodes d'évaluation de la valeur des paramètres considérés et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;

b) les observations de l'épaisseur de la couche de neige dans le réseau climatologique belge, validées par l'IRM;

c) les observations de l'épaisseur de la couche de neige dans un réseau d'observations géré par un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;

d) les observations de terrain et les procès-verbaux de constat de dégâts agricoles validés par directeur général de l'administration ou son délégué;

e) les observations de terrain, les articles de presse, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

#### 7. La sécheresse

Du point de vue agricole, on parle de sécheresse notamment lorsque la quantité et la fréquence des précipitations, les réserves en eau du sol et les pertes d'humidité par évapotranspiration provoquent, en conjuguant leurs effets, une baisse sensible du rendement des récoltes, ou du bétail.

L'administration se fonde sur les données disponibles auprès de l'IRM pour qualifier le caractère exceptionnel du phénomène d'un point de vue climatique sur une période de retour de 20 ans, en tenant compte du nombre de « jours secs » (le nombre de jours pendant laquelle la quantité de précipitations en surface est faible), le cumul des faibles précipitations sur la période de sécheresse considérée ou encore l'indice d'humidité du sol sur la période de sécheresse considérée.

Les méthodes d'évaluation de la valeur des paramètres considérés et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

a) la situation météorologique générale établie par l'IRM;

b) les observations pluviométriques du réseau climatologique belge, validées par l'IRM;

c) les observations pluviométriques d'un réseau d'observations géré par un organisme spécialisé dans les matières agricoles, reconnu ou subventionné par la Région wallonne;

d) les valeurs d'indice d'humidité du sol, issues par exemple de modèles numériques adaptés à l'étude des périodes de sécheresse;

e) les observations de terrain, les procès-verbaux de constat de dégâts, les articles de presse validés par le directeur général de l'administration ou son délégué;

f) le cas échéant, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

#### 8. L'affaissement ou le glissement de terrain

Un glissement ou un affaissement de terrain est un mouvement soudain dû à un phénomène naturel, d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens souvent à une échelle très locale.

Peut être qualifié du caractère exceptionnel le glissement ou l'affaissement de terrain dû à un phénomène d'origine naturelle avérée.

Les méthodes d'évaluation du critère et de l'importance de l'impact du phénomène sur l'activité agricole sont basées sur les informations suivantes :

a) la caractérisation de l'origine naturelle du phénomène par la Cellule d'Avis et de Conseils d'Effondrements (CACEff) du SPW;

c) les observations de terrain et les procès-verbaux de constat de dégâts agricoles, validés par le directeur général de l'administration ou son délégué;

d) les observations de terrain, les articles de presse, l'information d'interventions des services de secours, les messages d'avertissement, la main courante des acteurs de crises communiqués par le Centre régional de crise (CRC) au directeur général de l'administration ou son délégué.

Un phénomène non répertorié dans la liste ci-dessus ou un phénomène répertorié mais ne répondant pas aux critères du caractère exceptionnel décrits ci-dessus, peut être considéré comme un phénomène naturel constitutif d'une calamité agricole au regard des conditions prévues dans le Code et le présent arrêté, pour autant qu'une décision soit prise en ce sens par le Gouvernement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture

Namur, le 31 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ANNEXE 2. — Liste des risques qui peuvent raisonnablement être couverts par des contrats d'assurance

Risques raisonnablement assurables	Biens concernés
La grêle	Tout type de culture, en ce compris les prairies

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture

Namur, le 31 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203584]

### 31. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Titels X/1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft betreffend den Schadensersatz für die durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.260/2bis D.260/7;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 2017 zur Aufnahme eines neuen Titels X/1 über die Beihilfen zur Behebung der durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden in das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel 17;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. August 1976 zur Festlegung der form- und fristgebundenen Bedingungen für die Einreichung der Anträge auf finanzielle Beteiligung aufgrund bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1995 und durch das Dekret vom 25. Mai 2016;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Februar 1977 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Eröffnung von Instandsetzungskrediten im Rahmen von Naturkatastrophen, sowie des Anteils und der Zinssätze und der Kosten, die vom Staat übernommen werden, abgeändert durch das Dekret vom 25. Mai 2016;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Juli 1977 zur Bestimmung der Anpflanzungen, Kulturen, Ernten auf dem Halm, die in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden normalerweise durch Hagelversicherungsverträge gedeckt werden können, abgeändert durch das Dekret vom 25. Mai 2016;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. April 1978 zur Festlegung der je nach Teil des Gesamtnettobetrags der erlittenen Schäden variierenden Sätze und des Betrags der Franchise und des Abzugs für die Berechnung der Schadensersatzleistung bestimmter durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. November 2007;



Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1982 zur Festlegung, in Anwendung von Artikel 49 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, der Modalitäten für die Berufung auf nicht zur Verwaltung gehörende Sachverständige, der Verpflichtungen, die diese Sachverständigen haben, sowie der Tabellen für die ihnen gewährten Vergütungen, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 18. Februar 2003 und durch das Dekret vom 25. Mai 2016;

Aufgrund der am 21. März 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Juni 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. Juni 2016;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Beurteilungsberichts vom 2. Juni 2016 über die Auswirkungen des Entwurfs auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer, der zu der Schlussfolgerung gelangt, dass der Entwurf keine erheblichen, direkten oder indirekten Folgen auf eine oder mehrere Gruppen von Personen hinsichtlich der geschlechterbezogenen Zusammensetzung der Gruppe hat;

Aufgrund des am 24. April 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.215/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1.** Der vorliegende Erlass dient der Beachtung der Bestimmungen der Kapitel I und III und insbesondere der Artikel 25, 26 und 30 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, veröffentlicht im Amtsblatt der Europäischen Union vom 1. Juli 2014 unter der Fundstelle "ABl. L 193 vom 1. Juli 2014, S. 1-75" und der nachfolgenden Bestimmungen zur Ergänzung oder Änderung dieser Verordnung.

**Art. 2.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D. 3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

2° kommunale Kommission: die kommunale Kommission zur Feststellung der Schäden nach Artikel D.260/4 § 2 des Gesetzbuches;

3° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

4° interner Sachverständiger: der Sachverständige der Verwaltung, der der Prüfung und Bewertung des Schadens und der Vorschläge zur Gewährung von Beihilfen gemäß vorliegendem Erlass zeitweilig zugewiesen wird;

5° externer Sachverständiger: der unabhängige Sachverständige, der als natürliche oder juristische Person durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Stellvertreter benannt wird und mit der Prüfung und Bewertung des Schadens und der Vorschläge zur Gewährung von Beihilfen gemäß vorliegendem Erlass beauftragt ist;

6° Institut: das Königliche Meteorologische Institut von Belgien gemäß dem Königlichen Erlass vom 31. Juli 1913 zur Einrichtung des Königlichen Meteorologischen Instituts von Belgien als wissenschaftliche Einrichtung.

#### KAPITEL II — *Verfahren für die Anerkennung einer landwirtschaftlichen Naturkatastrophe*

**Art. 3.** Um anerkannt zu werden, erfüllt die landwirtschaftliche Naturkatastrophe folgende Kriterien:

1° handelt es sich um ein aufgrund seiner Art oder seines Ausmaßes außergewöhnliches Naturereignis nach Artikel D.260/1 Ziffer 2 Buchstabe a des Gesetzbuches, so gehört dieses Ereignis der in Anhang 1 festgelegten Liste an;

2° handelt es sich um eine massive und unvorhersehbare Einwirkung von Schadorganismen nach Artikel D.260/1 Ziffer 2 Buchstabe b des Gesetzbuches oder um eine Krankheit oder Vergiftung mit Ausnahmecharakter nach Artikel D.260/1 Ziffer 2 Buchstabe c des Gesetzbuches, so ist diese auf dem Gebiet der wallonischen Region über einen vorhergehenden Zeitraum von zehn Jahren festgestellt worden;

3° der Gesamtbetrag der durch eine landwirtschaftliche Naturkatastrophe verursachten landwirtschaftlichen Schäden übersteigt 1.500.000 Euro;

4° der durchschnittliche Betrag der landwirtschaftlichen Schäden pro Begünstigter übersteigt 7.500 Euro.

Die geschätzten Schäden entsprechen wenigstens dreißig Prozent der durchschnittlichen Jahresproduktion des Begünstigten, berechnet auf der Grundlage der drei vorangegangenen Jahre oder eines Dreijahresdurchschnitts auf der Grundlage des vorangegangenen Fünfjahreszeitraums unter Ausschluss des höchsten und des niedrigsten Werts.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Der Bürgermeister einer Gemeinde, die von einer landwirtschaftlichen Naturkatastrophe betroffen ist, beruft die kommunale Kommission innerhalb von zehn Tagen nach dem schriftlichen Antrag eines potenziellen Begünstigten ein, außer in den in Paragraph 4 angeführten Fällen.

Beruft der Bürgermeister die kommunale Kommission innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist nicht ein, kann der Gouverneur der Provinz, auf deren Gebiet sich die von einer landwirtschaftlichen Naturkatastrophe betroffene Gemeinde befindet, die kommunale Kommission innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem an ihn gerichteten schriftlichen Antrag eines Begünstigten einberufen, außer in den in Paragraph 4 angeführten Fällen.

In dem an den Bürgermeister oder in Ermangelung dessen an den Provinzgouverneur gerichteten Antrag werden das Datum, die Art des Ereignisses und die betroffenen Güter einschließlich der Angaben zur Identifizierung dieser Güter angegeben.

Eine Bekanntmachung wird wenigstens zehn Tage bevor die kommunale Kommission tagt an den üblichen Anschlagstellen veröffentlicht. Die Bekanntmachung kann ebenfalls auf der Website der betroffenen Gemeinde veröffentlicht werden. Die betroffenen Begünstigten melden sich durch jedes Mittel, das ihrer Meldung ein sicheres Datum verleiht, und zwar bevor die kommunale Kommission tagt, wobei diese Begünstigten die betroffenen Güter einschließlich der Angaben zu deren Identifizierung angeben.

Der Bürgermeister der Gemeinde informiert die Verwaltung über das Datum der Versammlung der kommunalen Kommission.

§ 2. Bei dem in Artikel D.260/4 § 2 Absatz 2 Ziffer 2 erwähnten Mitglied handelt es sich um einen Bediensteten des Außendienstes der Verwaltung.

Das in Artikel D.260/4 § 2 Absatz 2 Ziffer 3 des Gesetzbuches erwähnte Mitglied steht auf einer Liste, die nach einer öffentlichen Ausschreibung innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durch das Gemeindegremium festgelegt und innerhalb von drei Monaten nach der Einsetzung des Gemeindegremiums erneuert wird. Diese Liste wird dem Gemeinderat und der Verwaltung innerhalb eines Monats, nachdem sie erstellt wurde, übermittelt.

Das in Artikel D.260/4 § 2 Absatz 2 Ziffer 4 des Gesetzbuches erwähnte Mitglied steht auf einer Liste, die nach einer öffentlichen Ausschreibung von der Verwaltung für einen Zeitraum von fünf Jahren festgelegt wird, und wird vom Generaldirektor der Verwaltung oder seinem Stellvertreter benannt.

§ 3. Die kommunale Kommission tagt nur dann gültig, wenn:

- 1° jedes Mitglied ordnungsgemäß vorgeladen wird und
- 2° wenigstens drei Mitglieder anwesend sind.

In Akten, in denen sie ein direktes oder indirektes, auf ihr Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse haben, nehmen die Mitglieder der kommunalen Kommission nicht an der Beschlussfassung teil. Die in Paragraph 2 Absatz 2 und 3 erwähnten Mitglieder, die ein Interesse in einer Akte zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden haben, dürfen an der Beschlussfassung nicht teilnehmen. Nimmt keine der in den Listen nach Paragraph 2 Absatz 2 und 3 angeführten Personen an der Beschlussfassung teil, kann das Gemeindegremium oder die Verwaltung einen Sachverständigen außerhalb der Liste benennen, es sei denn, dieser hat selbst ein persönliches Interesse in einer Akte.

§ 4. Die kommunale Kommission tagt nicht, falls der Bürgermeister oder der Provinzgouverneur auf der Grundlage einer Stellungnahme der Verwaltung feststellen, dass:

- 1° der in Paragraph 1 angeführte Antrag auf spekulativen Gründen beruht;
- 2° das Ausmaß des Schadens die Folge eines Fehlers, einer Nachlässigkeit oder einer Unvorsichtigkeit des Begünstigten ist;
- 3° der Schaden gemäß Artikel D.260/5 des Gesetzbuches ausgeschlossen ist oder die Gefahr als angemessen versicherbar im Sinne von Anhang 2 anerkannt wird;

in den Fällen nach Artikel D.260/1 Ziffer 2 Buchstabe c des Gesetzbuches Notfallmaßnahmen getroffen wurden, wodurch die Einberufung der Kommission unmöglich oder unnötig wird, und dass Nachweise zur Zufriedenheit der Verwaltung erbracht wurden, die die in Paragraph 5 Absatz 3 Ziffern 1 bis 6 erwähnten Elemente belegen.

§ 5. Die kommunale Kommission tritt zusammen und erstellt ein Protokoll zur Feststellung der Schäden nach dem vom Minister festgelegten Muster. Eine Abschrift des Protokolls zur Feststellung der Schäden wird dem in Artikel D.260/4 Paragraph 2 Absatz 5 des Gesetzbuches erwähnten Bediensteten der direkten Steuern zur Information übermittelt.

Der Generaldirektor der Verwaltung bestimmt die Frist, innerhalb der ihm die in Absatz 1 erwähnten Protokolle zur Feststellung der Schäden zuzustellen sind. Diese Frist beträgt einen Monat ab dem Datum der Mitteilung, die über das Internetportal der Verwaltung erfolgt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Protokolle nicht weiter berücksichtigt, was dazu führt, dass die Anerkennungsanträge der betroffenen Gemeinden für unzulässig gewertet werden, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von der Verwaltung anerkannte Umstände vor.

Das Protokoll zur Feststellung der Schäden umfasst:

- 1° das Datum und die Uhrzeit des Protokolls;
- 2° die Art des Ereignisses;
- 3° das Datum des schädigenden Ereignisses oder falls es sich über mehrere Tage erstreckt, den betreffenden Zeitraum;
- 4° die Identifizierung der Begünstigten sowie die Identifizierung der betroffenen Güter;
- 5° den Ertragsverlust des betroffenen Gutes und für die in Artikel D.260/5 Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 des Gesetzbuches erwähnten Güter den Ertragsverlust, ausgedrückt in Fläche oder in Prozent;
- 6° für die in Artikel D.260/5 Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 des Gesetzbuches erwähnten Güter die Flächen der Parzellen, wie sie in der Flächenerklärung angegeben werden sowie die geschädigten Flächen der betroffenen Parzellen.

Für die in Absatz 3 Ziffer 5 erwähnten Angaben wird für die Kulturen der endgültige Ertragsverlust der Parzelle bei der Ernte festgestellt und das Protokoll zur Feststellung der Schäden nach Paragraph 7 ausgefüllt.

Falls die in Absatz 3 Ziffer 6 erwähnten Angaben innerhalb eines Monats nach der Einberufung der kommunalen Kommission in deren Besitz sind, wird das Protokoll so wie es ist übermittelt

Jedes Protokoll wird von allen anwesenden Mitgliedern der kommunalen Kommission in einer ehrenwörtlichen Erklärung unterzeichnet.

§ 6. Die Gemeinde reicht einen amtlichen Antrag auf Anerkennung der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe ein, indem sie der Verwaltung unter Gefahr der Unzulässigkeit innerhalb von zehn Tagen nachdem das Protokoll zur Feststellung der Schäden erstellt wurde, das entsprechende Formular gemeinsam mit dem vorerwähnten Protokoll übermittelt, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von dem Generaldirektor der Verwaltung oder von seinem Stellvertreter anerkannte Umstände vor. Die Gemeinde bewahrt das Original auf.

Sobald ihr alle betroffenen Gemeinden bekannt sind, beruft sich die Verwaltung auf die beim Königlichen Meteorologischen Institut verfügbaren Angaben, um das Ereignis aus klimatischer Sicht als außergewöhnlich zu werten.

Bei Anwendung von Paragraph 5 Absatz 5 werden die in Paragraph 5 Absatz 3 Ziffer 6 erwähnten Angaben dem Generaldirektor der Verwaltung oder seinem Stellvertreter spätestens einen Monat nach Zusendung der Abschrift des Protokolls zur Feststellung der Schäden übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Protokolle nicht weiter berücksichtigt, was dazu führt, dass die Anerkennungsanträge der betroffenen Gemeinden für unzulässig gewertet werden, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von der Verwaltung anerkannte Umstände vor.

§ 7. Für die Kulturen ergänzt die kommunale Kommission nach einer zweiten Feststellung zu Beginn der Ernte das in Paragraph 5 angeführte Protokoll zur Feststellung der Schäden durch:

- 1° Datum und Uhrzeit der zweiten Feststellung;
- 2° Ertragsverlust der Parzelle, ausgedrückt in Fläche oder in Prozent.

Falls die geschädigten Parzellen zu verschiedenen Zeitpunkten geerntet werden, kann die zweite Feststellung je nach den geschädigten Kulturen zu verschiedenen Zeitpunkten erfolgen. In diesem Fall werden die jeweiligen Daten in dem Protokoll zur Feststellung der Schäden angegeben.

Nach der zweiten Feststellung übermittelt die Gemeinde der Verwaltung unter Gefahr der Unzulässigkeit innerhalb von zehn Tagen nachdem es erstellt wurde, eine Abschrift des Protokolls zur Feststellung der Schäden, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von der Verwaltung anerkannte Umstände vor. Die Gemeinde bewahrt das Original auf.

Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter bestimmt den Ausgangspunkt für die Frist, innerhalb der ihm die in Absatz 1 erwähnten zusätzlichen Angaben der Protokolle zur Feststellung der Schäden zuzustellen sind. Diese Frist beträgt einen Monat ab dem Datum der Mitteilung, die über das Internetportal der Verwaltung erfolgt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Protokolle nicht weiter berücksichtigt, was dazu führt, dass die Anerkennungsanträge der betroffenen Gemeinden für unzulässig gewertet werden, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von der Verwaltung anerkannte Umstände vor.

**Art. 5.** Die Verwaltung bewertet den Gesamtbetrag und den durchschnittlichen Betrag der Schäden unter Zugrundelegung der von den kommunalen Kommissionen erstellten Protokolle.

Die Verwaltung verwendet alle Dokumente, die sie als zweckdienlich erachtet, um die in Absatz 1 erwähnte Bewertung durchzuführen. Dabei kann sie interne Sachverständige oder von ihr bezeichnete externe Sachverständige hinzuziehen.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von drei Monaten nach Zustellung des letzten Protokolls der kommunalen Kommission einen Bericht und einen begründeten Vorschlag.

**Art. 6.** Innerhalb einer Frist von einem Monat nach Eingang des Vorschlags der Verwaltung über einen endgültigen Beschluss entscheidet die Regierung auf Vorschlag des Ministers, ob die landwirtschaftliche Naturkatastrophe anzuerkennen ist und legt in einem Erlass der Regierung folgendes fest:

- 1° die Art des Ereignisses;
- 2° das Datum oder den Zeitraum des Ereignisses;
- 3° die Erfüllung der in Artikel 3 angeführten Kriterien;
- 4° das bzw. die betroffene(n) geografische(n) Gebiet(e);
- 5° die Art der betroffenen Güter und speziell bei Kulturen die Art der Kulturen.

Der Erlass der Wallonischen Regierung zur Anerkennung der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Minister kann die Verwaltung beauftragen, den Gemeinden, die einen Antrag eingereicht haben, den Beschluss der Regierung zur Anerkennung der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe zu notifizieren.

Der Minister legt die besonderen Modalitäten für die Einreichung der Beihilfeanträge im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Anerkennung der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe fest, einschließlich des Antragsformulars und der erforderlichen Belege.

#### KAPITEL III — *Begünstigte*

**Art. 7.** Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen muss der Begünstigte zum Zeitpunkt der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe eine landwirtschaftliche Tätigkeit auf dem Gebiet der wallonischen Region ausüben, die direkt oder indirekt auf die Erzeugung von Pflanzen oder Tieren, oder von pflanzlichen oder tierischen Erzeugnissen im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 des Gesetzbuches abzielt.

Ist das Gut Gegenstand eines Sammelantrags nach Artikel D.3 Ziffer 13 des Gesetzbuches gilt der Antragsteller zum Zeitpunkt der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe als der Begünstigte.

#### KAPITEL IV — *Verfahren für die Schadensersatzzahlung*

##### *Abschnitt 1 — Gutachten*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Die Verwaltung nimmt alle Feststellungen, Schätzungen, Überprüfungen, Anhörungen Dritter und im Allgemeinen alle Ermittlungen und Untersuchungen vor, die ihr zur Ausarbeitung des Vorschlags über die Schadensersatzzahlung der Begünstigten als zweckdienlich erscheinen.

§ 2. Die Verwaltung bestellt interne oder externe Sachverständige, um die Schäden festzustellen und zu bewerten. Die Verwaltung wendet sich nur dann an externe Sachverständige, wenn sie nicht in der Lage ist, zeitweilig interne Sachverständigen zuzuweisen.

Die Sachverständigen übermitteln der Verwaltung einen Bericht über ihren Auftrag.

##### *Abschnitt 2 — Festlegung der Schadensersatzzahlung*

**Art. 9.** Die Beihilfe wird für alle Schäden, die zu Lasten ein und desselben Begünstigten entstanden sind, auf der Grundlage des Gesamtbetrags dieser Schäden und nach den in Artikel 11 angeführten Prozentsätzen berechnet.

Der Beihilfebetrag übersteigt nicht die Kosten für die Reparatur oder die durch die landwirtschaftliche Naturkatastrophe entstandene Verringerung des Marktwertes.

Die in Absatz 2 erwähnte Verringerung des Marktwertes ist die Differenz zwischen dem Wert des Gutes unmittelbar vor und unmittelbar nach dem Auftreten der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Der Schaden wird berechnet:

1° auf der Grundlage des tatsächlichen Verlusts unter Zugrundelegung der Marktnotierung am Tag des Schadens für die Kulturen, Ernten und landwirtschaftlichen Nutztiere;

2° auf der Grundlage der Wiederherstellung der normalen Bodenfruchtbarkeit für die Ländereien mit einer landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Zweckbestimmung.

§ 2. Der Schaden wird pro Begünstigter berechnet. Derselbe Schaden kann nicht zweimal durch den Fonds ersetzt werden.

**Art. 11.** § 1. Für jeden Antrag wird ein Betrag von 249,99 Euro als Abzug auf die Beihilfe einbehalten.

§ 2. Die Beihilfe wird in Teilbeträgen des Schadensbetrags berechnet, auf die unter Zugrundelegung der nachstehenden Tabelle ein Prozentsatz angewandt wird:

Teilbeträge des entschädigungsfähigen Schadens	Prozentsatz	Kumulierter Betrag der vorherigen Teilbeträge
250 bis 2999,99 €	80%	0 €
3.000 € bis 19.999,99 €	100%	2.199,99 €
20.000 € bis 29.999,99 €	80%	19.199,98 €
30.000 € bis 49.999,99 €	60%	27.199,97 €
50.000 € bis 299.999,99 €	40%	39.199,96 €
mehr als 300.000 €	0%	139.199,95 €

§ 3. Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter kann den in Paragraph 2 erwähnten Beihilfebetrags um den nachgewiesenen Betrag der vorläufigen Sicherungsmaßnahmen und -arbeiten, die zu Lasten des Begünstigten durchgeführt und für die Begrenzung der Schäden als nützlich erachtet wurden, erhöhen.

Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter kann den in Paragraph 2 erwähnten Beihilfebetrags um den Betrag der Lieferungen oder Arbeitsleistungen verringern, die von Drittpersonen zu leisten sind oder zu deren Lasten zu leisten sind, um den Begünstigten teilweise oder vollständig zu entschädigen.

#### *Abschnitt 3 — Zustellung und Bestätigung des Schadensersatzvorschlags*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter übermittelt dem Begünstigten durch jedes Mittel, das der Mitteilung ein sicheres Datum verleiht, für die gesamten geschädigten Güter, die diesem gehören, einen Vorschlag zur Schadensersatzzahlung einschließlich des Betrags dieser Zahlung. Eine Abschrift des Schadensberichts wird dem Vorschlag gegebenenfalls beigelegt.

§ 2. Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter erstellt keinen Vorschlag zur Schadensersatzzahlung falls:

- 1° die Voraussetzungen des Anerkennungserlasses nicht mehr erfüllt sind;
- 2° der Begünstigte die Bedingungen nach Artikel D.260/1 Ziffer 1 des Gesetzbuches und nach Artikel 7 des vorliegenden Erlasses nicht erfüllt;
- 3° die in Artikel 4 Paragraph 4 Ziffer 1, 2 oder 3 erwähnten Fälle auftreten.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Akzeptiert der Begünstigte den in Artikel 12 erwähnten Vorschlag, so bestätigt er dies durch jedes Mittel, das seiner Mitteilung ein sicheres Datum verleiht, und sendet er den Vorschlag datiert und unterzeichnet innerhalb der gemäß Artikel 6 Absatz 4 durch den Minister festgelegten Frist an die Verwaltung zurück.

Die Bestätigung des Schadensersatzvorschlags wird gemeinsam mit den gegebenenfalls von der Verwaltung verlangten Belegen an diese Verwaltung gesandt. Die Bestätigung des Schadensersatzvorschlags gilt als Beihilfeantrag und führt zur Auszahlung der Beihilfe nach den in Artikel 14 festgelegten Modalitäten.

§ 2. Verweigert der Begünstigte den in Artikel 12 erwähnten Vorschlag, so teilt er dies durch jedes Mittel, das seiner Mitteilung ein sicheres Datum verleiht, der Verwaltung innerhalb der gemäß Artikel 6 Absatz 4 durch den Minister festgelegten Frist mit.

Falls der Vorschlag zur Schadensersatzzahlung einen materiellen Fehler aufweist, kann er durch die Verwaltung berichtigt werden.

Liegt kein materieller Fehler vor, kann der Antragsteller eine erneute Überprüfung des Vorschlags zur Schadensersatzzahlung beantragen. Bestätigt die Verwaltung ihren Standpunkt, teilt sie dies im Rahmen eines begründeten Beschlusses mit, der innerhalb von sechzig Tag nach der Ablehnung des Vorschlags zur Schadensersatzzahlung notifiziert wird. Der Begünstigte kann gemäß Artikel 16 eine Beschwerde gegen diesen Beschluss einreichen.

§ 3. Das Ausbleiben einer Antwort auf den Vorschlag zur Schadensersatzzahlung innerhalb der in dort vermerkten Frist führt zur Ungültigkeit des Beihilfeantrags, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von der Verwaltung anerkannte Umstände vor.

§ 4. Ist ein Bevollmächtigter bezeichnet worden, so fügt dieser dem Antrag eine Abschrift seiner Bevollmächtigung bei.

§ 5. Der Begünstigte übermittelt der Verwaltung alle von ihr ausdrücklich verlangten Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen, oder hält sie dem von der Verwaltung benannten Sachverständigen zur Verfügung. Unter Androhung der Unzulässigkeit übermittelt der Begünstigte die Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen innerhalb der in dem Antrag angeführten Frist.

#### *Abschnitt 4 — Auszahlung und Wiederanlegung der Beihilfe*

**Art. 14.** Die Beihilfe wird innerhalb von sechzig Tagen nachdem der Verwaltung die in Artikel 13 § 1 angeführte Bestätigung des Vorschlags zur Schadensersatzzahlung zugestellt wurde, ausgezahlt.

**Art. 15.** Betrifft der Schaden Ernten oder Tiere, verpflichtet sich der Begünstigte, die landwirtschaftliche Tätigkeit über einen Zeitraum von drei Jahren weiterzuführen, es sei denn, es liegen ordnungsgemäß begründete und von dem Generaldirektor der Verwaltung oder von seinem Stellvertreter anerkannte Umstände vor. Anderenfalls ist die Beihilfe zu erstatten.

#### *Abschnitt 5 — Rechtsmittel*

**Art. 16.** Eine Beschwerde kann von dem Begünstigten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Beschluss bei dem Minister eingereicht werden.

Der Minister beruft den regionalen Ausschuss im Bereich landwirtschaftliche Naturkatastrophen ein, der damit beauftragt wird, ihm innerhalb eines Monats nach seiner Einberufung einen Entscheidungsvorschlag zu unterbreiten.

Bei den in Art. D.260/7 Absatz 3 Ziffer 2 erwähnten Mitgliedern handelt es sich um:

1° einen Bediensteten des Außendienstes der Verwaltung, der an den Arbeiten der kommunalen Kommission zur Feststellung der Schäden teilgenommen hat;

2° einen Bediensteten der Abteilung Entwicklung der Verwaltung;

Das in Artikel D.260/4 Absatz 3 Ziffer 3 erwähnte Mitglied wird durch den Generaldirektor der Verwaltung oder seinen Stellvertreter benannt.

Auf Antrag des Ministers übermittelt der Begünstigte alle ergänzenden Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen innerhalb der in diesem Antrag festgelegten Frist. Werden diese nicht innerhalb der festgelegten Frist übermittelt, wird die Beschwerde für unzulässig erklärt.

Der Minister beschließt innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Zustellung des Entscheidungsvorschlags des Ausschusses. Die Verwaltung teilt ihren Beschluss über die Beschwerde innerhalb von zehn Tagen nach deren Eingang mit.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise des Ausschusses sowie die besonderen Modalitäten für die Prüfung der Beschwerden.

**Art. 17.** Der Generaldirektor der Verwaltung oder sein Stellvertreter kann, ohne dass er einen Beschluss über die Beschwerde abwarten muss und ohne irgendeine Anerkennung zu Lasten der Rechte der Parteien die Abwicklung der unbestreitbar geschuldeten Beträge vornehmen.

#### KAPITEL V — Finanzierung

**Art. 18.** In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen werden die Ausgaben im Rahmen der Ausführung vorliegenden Erlasses durch den Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen, Abteilung Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen, gedeckt.

**Art. 19.** Der Minister kann der Person, die durch Betrug versucht, eine höhere Entschädigung zu erhalten als die, auf die sie ein Anrecht hat, ganz oder teilweise das Recht auf die Beihilfe aberkennen. Die ungeschuldet gezahlten Beträge werden erstattet. Alle erstatteten oder beigetriebenen Beträge werden nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten dem Wallonischen Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen überwiesen.

#### KAPITEL VI — Verschiedene und abschließende Bestimmungen

**Art. 20.** Der Wallonische Fonds für Naturkatastrophen tritt gegenüber jeder natürlichen oder juristischen Person sowie gegenüber jeder belgischen, ausländischen oder überstaatlichen öffentlich-rechtlichen Person, die verpflichtet ist, die Schäden, für die eine Entschädigung gezahlt wird, ganz oder teilweise zu decken oder wieder gutzumachen, bis zu dem Betrag der gewährten Entschädigungen in die Rechte und Ansprüche der Bezugsberechtigten des vorliegenden Erlasses ein.

Die Bezugsberechtigten übermitteln alle Dokumente und Schriftstücke, die für die Ausübung dieser Rechte und Ansprüche von ihnen verlangt werden; andernfalls müssen sie die Beträge, die der Wallonische Fonds für Naturkatastrophen aus diesem Grund nicht hat eintreiben können, zurückzahlen.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Bei einer landwirtschaftlichen Naturkatastrophe übermittelt jedes Versicherungsunternehmen dem Geschädigten auf dessen Antrag hin innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang dieses Antrags kostenlos eine Abschrift der Versicherungsverträge, die die im Gebiet der Naturkatastrophe befindlichen Güter des Geschädigten decken.

§ 2. Eine Abschrift jedes Zahlungsvorschlags, der einem Geschädigten in Ausführung eines Versicherungsvertrags und als Entschädigung für Schäden, die durch die in Paragraph 1 genannte Naturkatastrophe entstanden sind, gemacht wird, wird der Verwaltung vom Versicherer oder von seinem Beauftragten innerhalb von fünf Tagen nach Absendung des Vorschlags an den Betroffenen notifiziert.

**Art. 22.** Der vorliegende Erlass ist auf die landwirtschaftlichen Naturkatastrophen anwendbar, die sich nach dessen Inkrafttreten ereignen haben.

**Art. 23.** Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 18. August 1976 zur Festlegung der form- und fristgebundenen Bedingungen für die Einreichung der Anträge auf finanzielle Beteiligung aufgrund bestimmter durch Naturkatastrophen (allgemeine oder landwirtschaftliche Naturkatastrophen) an Privatgütern verursachter Schäden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Februar 1995 und durch das Dekret vom 26. Mai 2016;

2° der Königliche Erlass vom 23. Februar 1977 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Eröffnung von Instandsetzungskrediten im Rahmen von Naturkatastrophen, sowie des Anteils und der Zinssätze und der Kosten, die vom Staat übernommen werden, abgeändert durch das Dekret vom 26. Mai 2016;

3° der Königliche Erlass vom 14. Juli 1977 zur Bestimmung der Anpflanzungen, Kulturen, Ernten auf dem Halm, die Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden normalerweise durch Hagelversicherungsverträge gedeckt werden können, abgeändert durch das Dekret vom 26. Mai 2016;

4° der Königliche Erlass vom 7. April 1978 zur Festlegung der je nach Teil des Gesamtnettoetrags der erlittenen Schäden variierenden Sätze und des Betrags der Franchise und des Abzugs für die Berechnung der Schadensersatzleistung bestimmter durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. November 2007;

5° der Königliche Erlass vom 21. Oktober 1982 zur Festlegung, in Anwendung von Artikel 49 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, der Modalitäten für die Berufung auf nicht zur Verwaltung gehörende Sachverständige, der Verpflichtungen, die diese Sachverständigen haben, sowie der Tabellen für die ihnen gewährten Vergütungen, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 18. Februar 2003 und das Dekret vom 26. Mai 2016;

**Art. 24.** Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 31. Mai 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN

### **ANHANG 1 — Liste der Wetterereignisse, die als landwirtschaftliche Naturkatastrophen betrachtet werden können**

Die natürlichen Wetterereignisse, die als landwirtschaftliche Naturkatastrophen betrachtet werden können, sind:

#### 1. Frost

Es friert, wenn die Lufttemperatur unter 0° C liegt (Gefrierpunkt von Wasser). Ein "Frosttag" ist ein Tag, im Laufe dessen die minimale Temperatur unter 0° C liegt (Frost während eines Tagesabschnitts). Ein "Wintertag" ist ein Tag, im Laufe dessen die maximale Temperatur unter 0° C liegt (Dauerfrost im Laufe des Tages). Eine Frostperiode in einem gegebenen Gebiet bezeichnet eine Periode, im Laufe derer die aufeinanderfolgenden minimalen Temperaturen negativ sind.

Die Verwaltung richtet sich nach den beim KMI verfügbaren Daten, um das Wetterereignis aus klimatischer Sicht über eine Wiederkehrperiode von 20 Jahren als außergewöhnlich zu bezeichnen. Dieses Wetterereignis kann sich durch einen brutalen Frosteintritt, ungewöhnlich frühe oder späte Frost- oder Wintertage, eine große Anzahl Frost- oder Wintertage über eine Frostperiode oder minimale und maximale Temperaturen über eine Frostperiode kennzeichnen.

Die Methoden für die Bewertung der Außergewöhnlichkeit des Wetterereignisses und der Bedeutung von dessen Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das KMI festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom KMI validierten Beobachtungen des belgischen klimatologischen Netzes;
- c) den Beobachtungen eines Netzes, das von einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung verwaltet wird;
- d) den Beobachtungen vor Ort, den Protokollen zur Feststellung der Schäden, den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Presseartikeln;
- e) gegebenenfalls der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

#### 2. Großflächiger ("synoptischer") Sturm

Unter großflächigem Sturm versteht man eine atmosphärische Störung von großem Umfang mit sehr starken Winden, und gegebenenfalls starken Niederschlägen und Gewittern.

An einem gegebenen Ort kann ein großflächiger Sturm als außergewöhnlich bezeichnet werden, dessen an der nächstgelegenen Windmessstation beobachteten Winde eine Höchstgeschwindigkeit von 130 km/h überschreiten.

Die Methoden für die Bewertung des betreffenden Parameterwertes und der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das KMI festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom offiziellen Windmessnetz aufgezeichneten und vom KMI validierten Beobachtungen;
- c) den von dem Beobachtungsnetz einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung aufgezeichneten Beobachtungen;
- d) den Beobachtungen vor Ort, den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Protokollen zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden;
- e) den Beobachtungen vor Ort, den Presseberichten, der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

#### 3. Tornado und Downburst

Bei einer instabilen Wetterlage können heftige, oft örtlich sehr begrenzte Winde an der Erdoberfläche entstehen. Diese Winde werden meistens bei Gewitter beobachtet und werden generell von Tornados oder Downbursts begleitet.

Angesichts des lokalen Charakters dieser Wetterereignisse und der Schwierigkeit, Messungen der Geschwindigkeit des Windes zur Kennzeichnung dieser Art von Wetterereignissen zu erhalten, werden die an den Kulturen festgestellten Schäden verwendet, um die Außergewöhnlichkeit des Wetterereignisses an einem gegebenen Ort zu beurteilen.

Die Methoden für die Bewertung der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das KMI festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom offiziellen Windmessnetz aufgezeichneten und vom KMI validierten Beobachtungen;
- c) den von dem Beobachtungsnetz einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung aufgezeichneten Beobachtungen;
- d) den Beobachtungen vor Ort und den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Protokollen zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden;
- e) den Beobachtungen vor Ort, den Presseberichten, der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

#### 4. Starke Niederschläge

Unter starken Niederschlägen versteht man Niederschläge, die generell in einer intensiven und sehr lokalisierten Form auftreten. Im Frühling und im Sommer werden sie hauptsächlich von Gewitter begleitet. Ihre Bedeutung kann durch eine unzureichende Infiltrationsfähigkeit des Bodens beeinflusst werden.

Die Verwaltung richtet sich nach den beim KMI verfügbaren Daten, um das Wetterereignis aus klimatischer Sicht über eine Wiederkehrperiode von 20 Jahren als außergewöhnlich zu bezeichnen.

Die Methoden für die Bewertung der Außergewöhnlichkeit des Wetterereignisses und der Bedeutung von dessen Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das KMI festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom KMI validierten Niederschlagsmessungen des belgischen klimatologischen Netzes;
- c) den Niederschlagsmessungen eines Beobachtungsnetzes, das von einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung verwaltet wird;
- d) den Radar-Daten des KMI zusammen mit den Niederschlagsmessungen an der Oberfläche des belgischen klimatologischen Netzes, durch die lokal die Orte eingeschätzt werden können, an denen die Niederschläge am stärksten sind;
- e) dem "Safir"-Netzwerk des KMI, durch das Angaben über die Bewegungen eventueller Gewitterzellen und über die Intensität der elektrischen Aktivität dieser Zellen geliefert werden können;
- f) den Beobachtungen vor Ort und den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Protokollen zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden;
- g) den Beobachtungen vor Ort, den Presseberichten, der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

#### 5. Anhaltende Regenfälle

Unter anhaltender Regenperiode ist eine Aufeinanderfolge von Regentagen über eine bestimmte Periode zu verstehen. Ihre Bedeutung kann durch eine unzureichende Infiltrationsfähigkeit des Bodens beeinflusst werden.

Die Verwaltung richtet sich nach den beim KMI verfügbaren Daten, um das Wetterereignis aus klimatischer Sicht über eine Wiederkehrperiode von 20 Jahren als außergewöhnlich zu bezeichnen, und zwar unter Berücksichtigung insbesondere des kumulierten Niederschlags über eine anhaltende Regenperiode oder der Anzahl aufeinanderfolgender Regentage über eine anhaltende Regenperiode.

Die Methoden für die Bewertung des betreffenden Parameterwertes und der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das IRM festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom KMI validierten Beobachtungen des belgischen klimatologischen Netzes;
- c) den Niederschlagsmessungen eines Netzes, das von einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung verwaltet wird;
- d) den Beobachtungen vor Ort, den Protokollen zur Feststellung der Schäden, den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Presseartikeln;
- e) gegebenenfalls der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

#### 6. Ansammlung von Schnee

Schnee ist eine Art von Niederschlag; er besteht aus verzweigten, Luft enthaltenden, meist kristallisierten und in Flocken aggregierten Eispartikeln mit unterschiedlichen Strukturen und unterschiedlichem Aussehen. Die Ansammlung von Schnee über mehrere Tage kann durch aufeinanderfolgende Frost- und Tauzyklen eine starke Erhöhung des Gewichts aufweisen, die durch die Sublimation des Schnees bei Sonne jedoch in Grenzen gehalten wird. Das Gewicht einer Schneeschicht hängt von dessen Stärke und Dichte ab.

Die Schneeansammlungen, die eine Dichte von 1,5kN/m<sup>2</sup> erreichen, können als außergewöhnlich bezeichnet werden. Unterhalb dieser Norm können sie ebenfalls als außergewöhnlich anerkannt werden, wenn sich nach Analyse durch das KMI herausstellt, dass die Anzahl der Tage, an denen sich an der Erdoberfläche Schnee angesammelt hat, ungewöhnlich hoch ist, die Ansammlung von Schnee an der Erdoberfläche ungewöhnlich früh oder spät eingetreten ist oder die erreichte Schneedichte erheblich ist.

Die Methoden für die Bewertung des betreffenden Parameterwertes und der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das IRM festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom KMI validierten Beobachtungen der Dicke der Schneeschicht im belgischen klimatologischen Netz;
- c) den Beobachtungen der Dicke der Schneeschicht in einem Beobachtungsnetz, das von einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung verwaltet wird;
- d) den Beobachtungen vor Ort und den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Protokollen zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden;
- e) den Beobachtungen vor Ort, den Presseberichten, der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

### 7. Trockenheit

Aus landwirtschaftlicher Sicht spricht man insbesondere von Trockenheit, wenn die Menge und die Häufigkeit der Niederschläge, die Wasservorräte des Bodens und die Feuchtigkeitsverluste durch Evapotranspiration zusammenwirkend einen deutlichen Rückgang der Ernteerträge oder der Leistungsmerkmale der Tiere verursachen.

Die Verwaltung richtet sich nach den beim KMI verfügbaren Daten, um das Wetterereignis aus klimatischer Sicht über eine Wiederkehrperiode von 20 Jahren als außergewöhnlich zu bezeichnen, und zwar unter Berücksichtigung der Anzahl der Trockentage (die Anzahl der Tage, an denen die Niederschlagsmenge an der Erdoberfläche gering ist), den kumulierten geringen Niederschlagsmengen über eine gegebene Trockenperiode oder auch dem Bodenfeuchtigkeitsgehalt über eine gegebene Trockenperiode.

Die Methoden für die Bewertung des betreffenden Parameterwertes und der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der durch das IRM festgestellten allgemeinen Wetterlage;
- b) den vom KMI validierten Niederschlagsmessungen des belgischen klimatologischen Netzes;
- c) den Niederschlagsmessungen eines Beobachtungsnetzes, das von einer auf die Landwirtschaft spezialisierten und von der Wallonischen Region anerkannten oder bezuschussten Einrichtung verwaltet wird;
- d) den Werten des Bodenfeuchtigkeitsgehalts, die zum Beispiel aus digitalen Modellen herrühren, die für die Studie von Trockenperioden geeignet sind;
- d) den Beobachtungen vor Ort, den Protokollen zur Feststellung der Schäden, den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Presseartikeln;
- f) gegebenenfalls der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

### 8. Bodensenkung und Erdbeben

Ein Erdbeben oder eine Bodensenkung ist eine plötzliche Bewegung großer Volumen von Erde, die durch ein Naturereignis (mit Ausnahme von Erdbeben) verursacht wird, und auf einem örtlich meist sehr begrenzten Gebiet Güter zerstört oder beschädigt.

Der Erdbeben oder die Bodensenkung, die durch ein erwiesenes Naturereignis verursacht wird, kann als außergewöhnlich bezeichnet werden.

Die Methoden für die Bewertung des Kriteriums und der Bedeutung der Auswirkungen des Wetterereignisses auf die landwirtschaftliche Tätigkeit beruhen auf folgenden Informationen:

- a) der Charakterisierung der natürlichen Ursache des Ereignisses durch die Zelle für Begutachtung und Beratung bei Einstürzen ("Cellule d'Avis et de Conseils d'Effondrements" (CACEff)) des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- c) den Beobachtungen vor Ort und den vom Generaldirektor der Verwaltung oder von dessen Stellvertreter validierten Protokollen zur Feststellung von landwirtschaftlichen Schäden;
- d) den Beobachtungen vor Ort, den Presseberichten, der Information der Einsätze der Notdienste, den Warnmitteilungen, dem vom regionalen Krisenzentrum (CRC) an den Generaldirektor der Verwaltung oder an dessen Stellvertreter übermittelten Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung.

Ein Wetterereignis, das nicht in der oben erwähnten Liste angeführt ist, oder ein Wetterereignis, das zwar angeführt ist, jedoch nicht den oben beschriebenen Kriterien eines außergewöhnlichen Charakters entspricht, kann aufgrund der im Gesetzbuch und dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen als Naturereignis angesehen werden, das eine landwirtschaftliche Naturkatastrophe bildet, wenn seitens der Regierung ein Beschluss in diesem Sinne gefasst wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2017 zur Ausführung des Titels X/1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft betreffend den Schadensersatz für die durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Mai 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

### ANHANG 2 - Liste der Risiken, die angemessen durch Versicherungsverträge gedeckt werden können

Angemessen versicherbare Risiken	Betroffene Güter
Hagel	Alle Arten von Kulturen, einschließlich Wiesen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2017 zur Ausführung des Titels X/1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft betreffend den Schadensersatz für die durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Mai 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203584]

**31 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwrampen van het Waalse Landbouwwetboek**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.260/2 tot D.260/7;

Gelet op het decreet van 23 maart 2017 tot invoeging, in het Waalse Landbouwwetboek, van een Titel X/1 betreffende de tegemoetkoming bij schade veroorzaakt door landbouwrampen, artikel 17;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen);

Gelet op het koninklijk besluit van 23 februari 1977 tot bepaling van de voorwaarden en de wijzen van opening van de herstell kredieten inzake natuurrampen, en van het rentevoetgedeelte en de kosten waarvan de Staat de last op zich neemt, gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 1977 tot vaststelling van de beplantingen, teelten en oogsten te velde die, voor toepassing van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, normaal door een verzekeringscontract tegen hagel kunnen gedekt worden, gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages, veranderlijk per gedeelten van het nettototaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abatement voor de berekening van de herstellvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1982 tot vaststelling in toepassing van artikel 49, § 1, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen van de wijzen waarop beroep kan gedaan worden op niet tot de administratie behorende deskundigen, de verplichtingen die zij hebben evenals de schalen van de hen toegekende vergoedingen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 2003 en bij het decreet van 25 mei 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2016;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 16 juni 2016;

Gelet op het evaluatierapport over de weerslag van het project van 2 juni 2016 op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaats gehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen waaruit blijkt dat het ontwerp niet rechtstreeks of onrechtstreeks op significante wijze effecten sorteert op één of meerdere groepen van personen in functie van de samenstelling van de groep op basis van de geslachten van de personen;Gelet op het advies nr. 61.215/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de hoofdstukken I en III, en meer bepaald de artikelen 25, 26 en 30 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën tegemoetkoming in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1-75) en van de latere bepalingen tot aanvulling of wijziging van bedoelde Verordening.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de administratie : de administratie in de zin van artikel D.3, 3<sup>o</sup>, van het Wetboek;

2<sup>o</sup> de gemeentelijke commissie: de gemeentelijke commissie voor de vaststelling van schade bedoeld in artikel D.260/4, § 2, van het Wetboek;

3<sup>o</sup> het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

4<sup>o</sup> de interne specialist: de deskundige van de administratie, die tijdelijk wordt aangesteld voor het onderzoek en de beoordeling van de schade en van de tegemoetkomingvoorstellen bedoeld in dit besluit;

5<sup>o</sup> de externe specialist: de onafhankelijke specialist, natuurlijke of rechtspersoon, aangewezen door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde, belast met het onderzoek en de beoordeling van de schade en van de tegemoetkomingvoorstellen bedoeld in dit besluit;

6<sup>o</sup> het Instituut: het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België bedoeld in het koninklijk besluit van 31 juli 1913 houdende oprichting als wetenschappelijke instelling van het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de erkenning van de landbouwramp*

**Art. 3.** Om erkend te worden, moet de landbouwramp aan de volgende criteria voldoen:

1<sup>o</sup> in geval van natuurverschijnsel met een uitzonderlijk karakter of een uitzonderlijke hevigheid bedoeld in artikel D.260/1, 2<sup>o</sup>, a), van het Wetboek, behoort het verschijnsel tot de in bijlage 1 vermelde lijst;

2<sup>o</sup> in geval van massieve en onvoorzienbare werking van schadelijke organismen bedoeld in artikel D.260/1, 2<sup>o</sup>, b) van het Wetboek of van ziekte of vergiftiging met een uitzonderlijk karakter bedoeld in artikel D.260/1, 2<sup>o</sup>, c) van het Wetboek, wordt ze opgespoord op het grondgebied van het Gewest over een voorafgaandelijke periode van tien jaar;

3° het totaalbedrag van de landbouwschade per landbouwramp is hoger dan 1.500.000 euro;

4° het gemiddelde bedrag van de landbouwschade per begunstigde is hoger dan 7.500 euro.

De geëvalueerde schade vertegenwoordigt minstens 30 % van de gemiddelde jaarlijkse productie van de begunstigde gebaseerd op de drie voorafgaande jaren of van een driejaarlijks gemiddelde gebaseerd op de vijf voorafgaande jaren, de jaren met het hoogste en het laagste inkomen niet meegerekend.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. De burgemeester van een gemeente getroffen door een landbouwramp roept de gemeentelijke commissie bijeen binnen tien dagen na een schriftelijke aanvraag van een potentiële begunstigde, met uitzondering van de gevallen bedoeld in § 4.

Indien de burgemeester de gemeentelijke commissie niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn bijeenroept, kan de burgemeester van de provincie waartoe de bij een landbouwramp getroffen gemeente behoort, de gemeentelijke commissie bijeenroepen binnen vijftien dagen na de schriftelijke aanvraag van een begunstigde, met uitzondering van de gevallen bedoeld in § 4.

De aan de burgemeester gerichte aanvraag of, bij gebreke daarvan aan de provinciegouverneur, vermeldt de datum, de aard van het verschijnsel en de betrokken goederen, met inbegrip van de identificatiegegevens van deze goederen.

Een informatiebericht wordt minstens tien dagen voor het houden van de vergadering van de gemeentelijke commissie op de gebruikelijke aanplakplaatsen aangeplakt. Het bericht kan op de internetsite van betrokken gemeente bekendgemaakt worden. De betrokken begunstigden melden zich bij elk middel waarbij een vaststaande datum wordt verleend, en uiterlijk vóór het houden van de vergadering van de gemeentelijke commissie, waarbij de betrokken goederen, met inbegrip van de identificatiegegevens van deze goederen worden vermeld.

De burgemeester van de gemeente stelt de administratie in kennis van de datum van het houden van de vergadering van de gemeentelijke commissie.

§ 2. Het in artikel D.260/4, § 2, tweede lid, 2°, van het Wetboek bedoelde lid is een ambtenaar van een buitendienst van de administratie.

Het in artikel D.260/4, § 2, tweede lid, 3°, van het Wetboek bedoelde lid wordt opgenomen in een lijst die binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit na een openbare oproep door het gemeentecollege opgemaakt wordt en die hernieuwd wordt binnen drie maanden na de installatie van het gemeentecollege. Deze lijst wordt overgemaakt aan de gemeentecollege en aan de administratie binnen één maan na de opmaking ervan.

Het in artikel D.260/4, § 2, tweede lid, 4°, van het Wetboek bedoelde lid wordt opgenomen in een lijst die voor een periode van vijf jaar na een openbare oproep opgemaakt wordt door de administratie, en wordt door de directeur-generaal of diens afgevaardigde aangewezen.

§ 3. De gemeentelijke commissie vergadert op geldige wijze alleen indien de volgende voorwaarden worden vervuld:

1° elk lid wordt officieel opgeroepen; en

2° minstens drie leden zijn aanwezig.

De leden van de gemeentelijke commissie beraadslagen niet over de dossiers waarvoor ze een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang hebben. De in § 2, tweede en derde lid, bedoelde leden die een belang hebben in een dossier tot vaststelling van de landbouwschade mogen niet deelnemen aan de beraadslaging. Wanneer geen van de personen opgenomen in de in § 2, tweede en derde lid, bedoelde lijsten beraadslaagt, kan het gemeentecollege of de administratie een deskundige buiten de lijst aanwijzen voor zover hij zelf geen belang in een dossier heeft.

§ 4. De gemeentelijke commissie vergadert niet wanneer de burgemeester of de provinciegouverneur bij de administratie vaststelt dat:

1° de in § 1 bedoelde aanvraag op speculatieve motieven rust;

2° de omvang van de schade het gevolg is van een fout, een nalatigheid of een onvoorzichtigheid van de begunstigde;

3° de schade krachtens artikel D.260/5 van het Wetboek uitgesloten is of wanneer het risico in de zin van bijlage 2 als redelijkerwijs verzekeraar wordt beschouwd;

4° de noodmaatregelen in de gevallen bedoeld in artikel D.260/1, 2°, c) van het Wetboek getroffen zijn, waarbij de bijeenroeping van de commissie onmogelijk of onnuttig is gemaakt en wanneer de bewijselementen om de in § 5, derde lid, 1° tot 6°, bedoelde elementen te bepalen, ten genoegen van de administratie worden geleverd.

§ 5. De gemeentelijke commissie vergadert en maakt een proces-verbaal tot vaststelling van de schade op volgens het door de Minister voorziene model. Een afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de schade wordt ter informatie gezonden aan de ambtenaar van de directe belastingen bedoeld in artikel D.260/4, § 2, vijfde lid, van het Wetboek.

De directeur-generaal van de administratie bepaalt de termijn waarin de in het eerste lid bedoelde proces-verbalen tot vaststelling van de schade hem worden overgemaakt. Deze termijn duurt één maand te rekenen vanaf de mededeling ervan via het internetportaal van de administratie. Na afloop van deze termijn worden de proces-verbalen, behalve in behoorlijk met redenen omklede omstandigheden erkend door de administratie, niet in aanmerking genomen, wat de niet-ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen van de betrokken gemeenten tot gevolg heeft.

Het proces-verbaal tot vaststelling van de schade vermeldt:

1° de datum en het uur van de vaststelling;

2° de aard van het verschijnsel;

3° de datum van het schadelijk feit, of indien het meerdere dagen duurt, de betrokken periode;

4° de identificatie van de begunstigden alsook de identificatie van de betrokken goederen;

5° het rendementverlies van het betrokken goed, en voor de goederen bedoeld in artikel D.260/5, eerste lid, 1° tot 3°, van het Wetboek, het rendementverlies uitgedrukt in oppervlakte of in percentage;

6° voor de goederen bedoeld in artikel D.260/5, eerste lid, 1° tot 3°, van het Wetboek, de oppervlakten van de percelen zoals vermeld in de oppervlakte-aangiften alsook de getroffen oppervlakte van de betrokken percelen.

Wat het derde lid, 5°, betreft, wordt het definitieve rendementverlies met betrekking tot de teelten bepaald op het moment van de oogst en wordt het proces-verbaal tot vaststelling van de schade volgens § 7 ingevuld.

Wat het derde lid, 6°, betreft, wordt het proces-verbaal ongewijzigd overgemaakt indien de gemeentelijke commissie deze elementen niet heeft ontvangen binnen de maand na de bijeenroeping ervan.

Elk proces-verbaal wordt op erewoord ondertekend door de aanwezige leden van de gemeentelijke commissie.

§ 6. Op straffe van niet-ontvankelijkheid dient de gemeente, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde, een officiële aanvraag tot erkenning van de landbouwramp in, waarbij ze het voorziene formulier samen met een afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de schade binnen tien dagen na de opmaking ervan aan de administratie overmaakt. De gemeente behoudt het originele document.

Zodra het geheel van de betrokken gemeenten bekend zijn, grondt de administratie zich op de bij het Koninklijk Meteorologisch Instituut beschikbare gegevens om het verschijnsel als uitzonderlijk vanuit klimatisch oogpunt aan te merken.

In geval van toepassing van § 5, vijfde lid, worden de in § 5, derde lid, 6°, bedoelde elementen aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde meegedeeld binnen de maand na de zending van het afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de schade. Na afloop van deze termijn worden de proces-verbalen, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de administratie, niet in aanmerking genomen, wat de niet-ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen van de betrokken gemeenten tot gevolg heeft.

§ 7. Wat de teelten betreft, vult de gemeentelijke commissie aan het einde van een tweede vaststelling op het begin van de teelt het in § 5 bedoelde proces-verbaal tot vaststelling van de schade in met:

1° de datum en het uur van de tweede vaststelling;

2° het rendementverlies van het perceel, uitgedrukt in hectare of in percentage.

Als de beschadigde teelten op verschillende data geoogst worden, kan de tweede vaststelling plaatsvinden op verschillende data naar gelang van de getroffen teelten. In dit geval vermeldt het proces-verbaal tot vaststelling van de schade deze verschillende data.

Aan het einde van de tweede vaststelling stuurt de gemeente op straffe van niet-ontvankelijkheid een afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de schade, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de administratie, binnen tien dagen na het opmaken ervan aan de administratie. De gemeente behoudt het originele document.

De directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde bepaalt de aanvangsdatum van de termijn waarin de in het eerste lid bedoelde aanvullende elementen aan de proces-verbalen tot vaststelling van de schade hem worden overgemaakt. Deze termijn duurt één maand te rekenen vanaf de mededeling ervan via het internetportaal van de administratie. Na afloop van deze termijn worden de proces-verbalen, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de administratie, niet in aanmerking genomen, wat de niet-ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen van de betrokken gemeenten tot gevolg heeft.

**Art. 5.** De administratie evalueert het totaalbedrag en het gemiddelde bedrag van de schade, waarbij ze zich baseert op de door de gemeentelijke commissies opgestelde proces-verbalen.

De administratie gebruikt alle documenten die ze nodig acht om de in het eerste lid bedoelde evaluatie te verrichten en kan een beroep doen op interne of externe deskundigen die ze aanwijst.

De administratie stuurt een verslag en een met redenen omkleed beslissingsvoorstel aan de Minister binnen drie maanden na ontvangst van het laatste proces-verbaal van de gemeentelijke commissie.

**Art. 6.** Binnen een termijn van één maand na ontvangst van het eindelijke beslissingsvoorstel van de administratie beslist de Regering op voorstel van de Minister, in voorkomend geval, over de erkenning van de landbouwramp en bepaalt ze in een besluit van de Regering met name:

1° de aard van het verschijnsel;

2° de datum of de periode van de gebeurtenis;

3° het bestaan van de in artikel 2 bedoelde erkenningscriteria;

4° het (de) betrokken geografische gebied(en)

5° het type betrokken goederen en, meer bepaald voor de teelten, het type teelten.

Het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de landbouwramp wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Minister kan de administratie belasten met de mededeling van de beslissing van de Regering over de erkenning van een landbouwramp aan de gemeenten die een aanvraag hebben ingediend.

De Minister bepaalt de bijzondere modaliteiten voor de indiening van de tegemoetkomingsaanvragen gekoppeld aan het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de landbouwramp, met inbegrip van het aanvraagformulier en de vereiste bewijsstukken.

### HOOFDSTUK III. — *Begunstigden*

**Art. 7.** Om in aanmerking te komen voor de tegemoetkoming heeft de begunstigde op het moment van de landbouwramp een landbouwactiviteit op het grondgebied van het Waalse Gewest die rechtstreeks of onrechtstreeks de productie beoogt van gewassen of dieren of van producten van gewassen of dieren in de zin van artikel D.3, 1°, van het Wetboek.

Wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verzamelaanvraag bedoeld in artikel D.3, 13°, van het Wetboek, wordt de aanvrager op het moment van de ramp geacht begunstigde te zijn.

### HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor de aanvraag van een tegemoetkoming voor het herstel*

#### *Afdeling 1. — Expertise*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. De administratie gaat over tot elke vaststelling, expertise, verificatie, verhoor van derden en, in het algemeen, tot elk onderzoek en nasporing die ze nodig acht voor de vastlegging van het tegemoetkomingvoorstel voor het herstel van de begunstigten.

§ 2. De administratie doet een beroep op interne of externe deskundigen om over te gaan tot de vaststelling en de schatting van de schade. De administratie doet een beroep op externe deskundigen alleen wanneer ze interne deskundigen niet tijdelijk kan aanstellen.

De deskundigen maken een verslag van hun opdracht aan de administratie over.

*Afdeling 2. — Vaststelling van de tegemoetkoming voor herstel*

**Art. 9.** De tegemoetkoming wordt berekend voor het geheel van de schade geleden door eenzelfde begunstigde op grond van het totaalbedrag van die schade en volgens de in artikel 11 bedoelde percentages.

Het bedrag van de tegemoetkoming overschrijdt de herstelkosten of de door de landbouwramp veroorzaakte vermindering van de handelswaarde niet.

De vermindering van de handelswaarde bedoeld in het tweede lid is het verschil tussen de waarde van het goed onmiddellijk voor en onmiddellijk na het tijdstip waarop de ramp heeft plaatsgevonden.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. De schade wordt geëvalueerd:

1° op grond van het werkelijke verlies berekend volgens de marktberichten op de dag van de schade voor de teelten, oogsten en dieren nuttig voor de landbouw;

2° op grond van de wedersamenstelling volgens de normale staat van vruchtbaarheid voor de gronden bestemd voor landbouw en tuinbouw.

§ 2. De schade wordt per begunstigde berekend. Eenzelfde schade mag niet twee keer door het fonds vergoed worden.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Voor elke aanvraag wordt een bedrag van 249,99 euro als abatement op de tegemoetkoming ingehouden.

§ 2. De tegemoetkoming wordt berekend per schijven van het totaal nettobedrag van de schade, waarbij op elke schijf een percentage toegepast wordt volgens volgende tabel:

Schijven van het bedrag van de schade die in aanmerking komt voor de vergoeding	Percentage	Gecumuleerd bedrag van de vorige schijven
250 tot 2999,99€	80 %	0 €
3.000 € tot 19.999, 99 €	100 %	2.199, 99 €
20.000 € tot 29.999, 99 €	80 %	19.199, 98 €
30.000 € tot 49.999, 99 €	60 %	27.199, 97 €
50.000 € tot 299.999, 99€	40 %	39.199, 96 €
Boven 300.000 €	0 %	139.199,95 €

§ 3. De directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde kan het in § 2 bedoelde bedrag van de tegemoetkoming vermeerderen met de kosten van de bewarende maatregelen en werken met voorlopig karakter, uitgevoerd op kosten van de begunstigde en als nuttig erkend voor het beperken van de schade.

De directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde kan het in § 2 bedoelde bedrag van de tegemoetkoming met de leveringen of werken verschuldigd door derden of verkregen ten laste van derden om de begunstigde gedeeltelijk of geheel te vergoeden.

*Afdeling 3. — Zending en bekrachtiging van het tegemoetkomingvoorstel voor herstel*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Voor alle beschadigde goederen die hem toebehoren, stuurt de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde bij elk middel waarbij een vaste datum wordt verleend, een tegemoetkomingvoorstel voor herstel met vermelding van het bedrag van die tegemoetkoming aan de begunstigde. Een afschrift van het verslag tot vaststelling van de schade wordt, in voorkomend geval, gevoegd bij het voorstel.

§ 2. De directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde maakt geen tegemoetkomingvoorstel voor herstel wanneer:

1° de voorwaarden van het erkenningsbesluit niet vervuld zijn;

2° de begunstigde aan de voorwaarden van artikel D.260/1, 1°, van het Wetboek en van artikel 7 van dit besluit niet voldoet;

3° de gevallen bedoeld in artikel 4, § 1°, 2° of 3° aanwezig zijn.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Als de begunstigde het in artikel 12 bedoelde voorstel aanvaardt, bevestigt hij, bij elk middel waarbij een vaste datum wordt verleend, het voorstel en stuurt hij dit gedateerde en ondertekende voorstel aan de administratie binnen de termijn bepaald door de Minister krachtens artikel 6, vierde lid.

De bevestiging van het tegemoetkomingvoorstel wordt eventueel samen met de door de administratie aangevraagde bewijsstukken gezonden aan de administratie. De bevestiging van het tegemoetkomingvoorstel is gelijkwaardig aan een tegemoetkomingaanvraag en heeft de vereffening van de tegemoetkoming volgens de in artikel 14 bepaalde modaliteiten tot gevolg.

§ 2. Als de begunstigde het in artikel 2 bedoelde voorstel weigert, stelt hij, bij elk middel waarbij een vaste datum wordt verleend, de administratie in kennis daarvan binnen de termijn bepaald door de Minister krachtens artikel 6, vierde lid.

Als het tegemoetkomingvoorstel voor herstel materiële fouten bevat, ken het door de administratie verbeterd worden.

Bij gebrek aan materiële fouten kan de aanvrager om een nieuw onderzoek van het tegemoetkomingvoorstel voor herstel verzoeken. Indien de administratie haar standpunt bevestigt, deelt ze het in een met redenen omklede beslissing mee binnen zestig dagen na de weigering van het tegemoetkomingvoorstel. De begunstigde kan overeenkomstig artikel 16 een beroep tegen die beslissing indienen.

§ 3. Het gebrek aan antwoord op het tegemoetkomingvoorstel voor herstel binnen de erin vermelde termijn, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de administratie, heeft het verval van de tegemoetkomingaanvraag tot gevolg.

§ 4. In geval van mandaat voegt de mandataris een afschrift van het mandaat bij de aanvraag.

§ 5. De begunstigde verstrekt de administratie of houdt ter beschikking van de door de administratie aangewezen deskundige elk stuk, elk bewijs of elk attest waar uitdrukkelijk om gevraagd wordt. Op straffe van niet-ontvankelijkheid maakt de begunstigde de documenten, bewijzen of attesten over binnen de termijn vermeld in de aanvraag die hem wordt gericht.

#### *Afdeling 4. — Vereffening en wederbelegging van de tegemoetkoming*

**Art. 14.** De tegemoetkoming wordt betaald binnen zestig dagen na ontvangst door de administratie van de bevestiging van het tegemoetkomingvoorstel voor herstel bedoeld in artikel 13, § 1.

**Art. 15.** Wanneer de schade betrekking heeft op oogsten of op dieren, verbindt de begunstigde er zich toe, behalve in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden erkend door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde, om de landbouwactiviteit tijdens een periode van drie jaar voort te zetten op straffe van terugbetaling van de ontvangten tegemoetkoming.

#### *Onderafdeling 5. — Beroepsmiddelen*

**Art. 16.** Binnen vijfenveertig dagen na de beslissing kan de begunstigde een beroep bij de Minister instellen.

De Minister roept het regionaal comité inzake landbouwbedrijf bijeen, dat ermee belast is een beslissingsvoorstel over te maken binnen de maand waarin de zaak bij hem aanhangig wordt gemaakt.

De in artikel D.260/7, lid 3, 2°, bedoelde leden zijn:

1° een ambtenaar van de buitendienst van de administratie, die deelgenomen heeft aan de gemeentelijke commissie tot vaststelling van de schade;

2° een ambtenaar van het Departement Ontwikkeling van de administratie.

Het in artikel D.260/7, derde lid, 3°, van het Wetboek wordt aangewezen door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

Op verzoek van de Minister verstrekt de begunstigde alle bijkomende informatie, document, bewijs of attest binnen de in de aanvraag bepaalde termijn. Indien het beroep niet binnen de voorgeschreven termijn wordt ontvangen, wordt het onontvankelijk verklaard.

De Minister beslist binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het beslissingsvoorstel van het comité. De administratie geeft kennis van haar beslissing aan de kandidaat binnen tien dagen van de ontvangst van het beroep.

De Minister bepaalt de werkingsmodaliteiten van het comité en de bijzondere modaliteiten gebonden aan de behandeling van de beroepen.

**Art. 17.** De directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde kan zonder te wachten dat over het beroep uitspraak is gedaan en zonder nadelige erkenning van de rechten van de partijen overgaan tot de uitvoering van het onbetwistbaar verschuldigde bedrag.

#### *HOOFDSTUK V. — Financiering*

**Art. 18.** De uitgaven betreffende de uitvoering van dit besluit worden overeenkomstig artikel 3 van het programma-decreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit gedekt door het "Fonds wallon des calamités naturelles" (Waals natuurrampenfonds), afdeling "Fonds wallon des calamités agricoles" (Waals landbouwrampenfonds).

**Art. 19.** Degene die door bedrog probeert een hogere vergoeding dan welke waarop hij recht heeft, te verkrijgen kan door de Minister geheel of gedeeltelijk vervallen zijn van het recht op de tegemoetkoming. De ten onrechte ontvangen sommen worden teruggegeven. Alle terugbetaalde of teruggevorderde sommen worden aan het "Fonds wallon des calamités naturelles" gestort.

#### *HOOFDSTUK VI. — Diverse en slotbepalingen*

**Art. 20.** Het "Fonds wallon des calamités naturelles" wordt ten belope van het bedrag van de toegekende vergoedingen in de rechten en handelingen van de in dit besluit bedoelde begunstigden gesteld t.o.v. elke natuurlijke of rechtspersoon alsook van elke Belgische, buitenlandse of internationale publiekrechtelijke persoon die ertoe verplicht is de vergoede schade geheel of gedeeltelijk te dekken of te herstellen.

De begunstigden zijn ertoe verplicht alle documenten en stukken te verstrekken die vereist worden voor de uitoefening van die rechten en handelingen, op straffe van terugbetaling van de sommen waarvan het "Fonds wallon des calamités naturelles", uit dien hoofde, de invordering niet zou hebben kunnen voortzetten.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Bij een landbouwramp moet elk verzekeringsbedrijf binnen tien dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag, gratis een afschrift van de verzekeringsovereenkomsten die de in de door de ramp getroffen regio gelegen goederen dekken, verschaffen aan het slachtoffer dat hem daarom verzoekt.

§ 2. Een afschrift van elk betalingsvoorstel dat aan een slachtoffer wordt gedaan ter uitvoering van een verzekeringsovereenkomst en ter vergoeding van schade veroorzaakt door de ramp bedoeld in § 1, moet door de verzekeraar of diens gemachtigde aan de Administratie gericht worden binnen vijf dagen na de datum waarop het voorstel aan betrokkene is gezonden.

**Art. 22.** Dit besluit is van toepassing op de natuurlijke landbouwrampen die zich hebben voorgedaan na de datum van inwerkingtreding ervan.

**Art. 23.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1995 en bij het decreet van 26 mei 2016;

2° het koninklijk besluit van 23 februari 1977 tot bepaling van de voorwaarden en de wijzen van opening van de herstell kredieten inzake natuurrampen, en van het rentevoetgedeelte en de kosten waarvan de Staat de last op zich neemt, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016;

3° het koninklijk besluit van 14 juli 1977 tot vaststelling van de beplantingen, teelten en oogsten te velde die, voor toepassing van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, normaal door een verzekeringscontract tegen hagel kunnen gedekt worden, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016;

4° het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages, veranderlijk per gedeelten van het nettototaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abatement voor de berekening van de herstelvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 2007;

5° het koninklijk besluit van 21 oktober 1982 tot vaststelling in toepassing van artikel 49, § 1, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen van de wijzen waarop beroep kan gedaan worden op niet tot de administratie behorende deskundigen, de verplichtingen die zij hebben evenals de schalen van de hen toegekende vergoedingen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 2003 en bij het decreet van 26 mei 2016.

**Art. 24.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

#### **BIJLAGE 1. — Lijst van de weerfenomenen die als landbouwrampen kunnen worden beschouwd**

De natuurlijke weerfenomenen die als landbouwrampen kunnen worden beschouwd, zijn:

##### 1. Vorst

Er is vorst wanneer de luchttemperatuur lager is dan 0°C (vriespunt van het water). Een "vorstdag" is een dag waarin de minimale temperatuur lager is dan 0°C (vorst tijdens een deel van de dag). Een "winterdag" is een dag waarin de maximale temperatuur lager is dan 0°C (voortdurend vorst tijdens de dag). Een vorstperiode over een gegeven gebied duidt een periode aan waarin de opeenvolgende minimale temperaturen negatief zijn.

De administratie baseert zich op de bij het KMI beschikbare gegevens om het verschijnsel vanuit klimatisch oogpunt over een terugkeerperiode van 20 jaar als uitzonderlijk aan te merken. Dit verschijnsel kan gekenmerkt worden door het plotseling optreden van vorst, vorstdagen of winterdagen die abnormaal vroegtijdig of laattijd zijn, een belangrijk aantal vorst- of winterdagen over een vorstperiode of minimale en maximale temperaturen over de vorstperiode.

De methodes voor de evaluatie van het uitzonderlijk karakter van het verschijnsel en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de waarnemingen van het Belgisch klimaatnet die door het KMI worden gevalideerd;
- c) de waarnemingen van een net beheerd door een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de terreinwaarnemingen, de proces-verbalen tot vaststelling van de schade, de persartikelen gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.
- e) in voorkomend geval, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

##### 2. Grootschalige storm

Een grootschalige storm is een atmosferische storing die gekenmerkt wordt door hevige wind, en die eventueel gepaard gaat met overvloedige neerslag en onweders.

Een grootschalige storm waarvan de waargenomen wind een piekwaarde van 130 km per uur in het meest nabije windmeetstation overschrijdt kan op een bepaalde plaats als uitzonderlijk verschijnsel aangemerkt worden.

De methodes voor de evaluatie van de waarde van de in aanmerking genomen parameter en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de waarnemingen geregistreerd door het Belgisch grootschalig meetnet, gevalideerd door het KMI;
- c) de waarnemingen geregistreerd door het waarnemingsnet van een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de terreinwaarnemingen en proces-verbalen tot vaststelling van de landbouwschade gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.
- e) de terreinwaarnemingen, de persartikelen, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

##### 3. Tornado's en downbursts

In instabiele weersomstandigheden kan zeer hevige wind, die vaak zeer plaatselijk beperkt is, bij de oppervlakte optreden. Deze wind is meestal bij onweders waargenomen en gaat over het algemeen gepaard met tornado's of downbursts.

Rekening houdende met het plaatselijke karakter van die verschijnsels en de moeilijkheid om de windsnelheid met zekerheid te meten om dit soort verschijnsel te kenmerken, wordt de schade aan de teelten gebruikt om het uitzonderlijk karakter van het verschijnsel op een gegeven plaats te bepalen.

De methodes voor de evaluatie van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);

- b) de waarnemingen geregistreerd door het Belgisch grootschalig meetnet, gevalideerd door het KMI;
- c) de waarnemingen geregistreerd door het waarnemingsnet van een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de terreinwaarnemingen en proces-verbalen tot vaststelling van de landbouwschade gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde;
- e) de terreinwaarnemingen, de persartikelen, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

#### 4. Hevige regens

De hevige regens zijn neerslag die meestal intens en zeer lokaal zijn. In de lente en in de zomer worden ze vooral gekoppeld aan onweerachtige verschijnsels. Hun belang kan beïnvloed worden door een onvoldoende insijpelingscapaciteit van de bodem.

De administratie baseert zich op de bij het KMI beschikbare gegevens om het verschijnsel als uitzonderlijk vanuit klimatisch oogpunt over een terugkeerperiode van 20 jaar aan te merken.

De methodes voor de evaluatie van het uitzonderlijk karakter van het verschijnsel en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de regenwaarnemingen van het Belgisch klimaatnet die door het KMI worden gevalideerd;
- c) de regenwaarnemingen van een waarnemingsnet beheerd door een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de radargegevens van het KMI gecombineerd met de regenmetingen op de oppervlakte van het Belgische klimaatnet, waarbij de plaatsen waarin de neerslag het meest hevig is, plaatselijk kunnen worden geschat;
- e) het Safir-net van het KMI dat informatie kan verstrekken over de verplaatsing van eventuele onweerachtige cellen en over de intensiviteit van de elektrische activiteit van deze cellen;
- d) de terreinwaarnemingen en proces-verbalen tot vaststelling van de landbouwschade gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde;
- e) de terreinwaarnemingen, de persartikelen, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

#### 5. Aanhoudende regens

Een periode van aanhoudende regens is een opeenvolging van regendagen over een bepaalde periode. Haar belang kan beïnvloed worden door een onvoldoende insijpelingscapaciteit van de bodem.

De administratie baseert zich op de bij het KMI beschikbare gegevens om het verschijnsel vanuit klimatisch oogpunt over een terugkeerperiode van 20 jaar als uitzonderlijk aan te merken, waarbij ze met name rekening houdt met de cumulatie van de neerslag over de periode van de aanhoudende regens of het aantal opeenvolgende regendagen over de periode van de aanhoudende regens.

De methodes voor de evaluatie van de waarde van de in aanmerking genomen parameters en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de waarnemingen van het Belgisch klimaatnet die door het KMI worden gevalideerd;
- c) de regenwaarnemingen van een net beheerd door een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de terreinwaarnemingen, de proces-verbalen tot vaststelling van de schade, de persartikelen gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.
- e) in voorkomend geval, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

#### 6. Sneeuwophopingen

Sneeuw is een neerslagvorm bestaande uit, lucht bevattende en tot vlokken samengeklonterde, vertakte ijskristallen met een zeer variabele structuur en aspect. Ophopingen van meerdere dagen kunnen door de afwisseling van vorst en dooi het gewicht van de sneeuw aanzienlijk verzwaren hoewel zonnestraling dit verschijnsel kan temperen door sneeuwsublimatie te veroorzaken. Het doorwegen van een sneeuwlaag hangt van de dikte en de dichtheid ervan af.

Als uitzonderlijk kunnen worden aangemerkt, de sneeuwophopingen die een dichtheid van 1,5 kS/m<sup>2</sup> bereiken. Onder deze norm kunnen ze ook als uitzonderlijk erkend worden indien er na analyse van het KMI blijkt dat het aantal dagen van opgehoopte sneeuw abnormaal lang is, indien de sneeuwophoping abnormaal vroegtijdig of laatijdig is of indien de sneeuwdikte belangrijk is.

De methodes voor de evaluatie van de waarde van de in aanmerking genomen parameters en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de waarnemingen van de dikte van de sneeuwlaag in het Belgisch klimaatnet, die door het KMI worden gevalideerd;
- c) de waarnemingen van de dikte van de sneeuwlaag in een waarnemingsnet beheerd door een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Waalse Gewest;
- d) de terreinwaarnemingen en proces-verbalen tot vaststelling van de landbouwschade gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde;
- e) de terreinwaarnemingen, de persartikelen, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

### 7. Droogte

Vanuit landbouwoogpunt spreekt men van droogte wanneer de hoeveelheid neerslag en de frequentie ervan, de bodemwaterreserves en de vochtigheidsverliezen door evapotranspiratie, door het samengaan van deze factoren, een aanzienlijke vermindering van het rendement van de oogsten of van het vee veroorzaken.

De administratie baseert zich op de bij het KMI beschikbare gegevens om het verschijnsel vanuit klimatisch oogpunt over een terugkeerperiode van 20 jaar als uitzonderlijk aan te merken, waarbij ze met name rekening houdt met het aantal "droge dagen" (het aantal dagen waarin de hoeveelheid neerslag op de oppervlakte laag is), de cumulatie van de lage neerslag over de overwogen droogteperiode of nog het indexcijfer van de bodemvochtigheid over de overwogen droogteperiode.

De methodes voor de evaluatie van de waarde van de in aanmerking genomen parameters en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de algemene meteorologische toestand vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI);
- b) de regenwaarnemingen van het Belgisch klimaatnet die door het KMI worden gevalideerd;
- c) de regenwaarnemingen van een waarnemingsnet beheerd door een instelling gespecialiseerd in de landbouw en erkend of gesubsidieerd door het Gewest;
- d) de indexwaarden van de bodemvochtigheid, voortvloeiend uit bij voorbeeld numerieke modellen aangepast aan het onderzoek van de droogteperiodes;
- d) de terreinwaarnemingen, de proces-verbalen tot vaststelling van de schade, de persartikelen gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde;
- e) in voorkomend geval, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

### 8. Aardverzakkingen en -verschuivingen

Een aardverschuiving of -verzakking is een plotse beweging te wijten aan een natuurlijk fenomeen, met uitzondering van de aardbeving, van een belangrijke massa van de bodemlaag die goederen vernielt of beschadigt, vaak op een zeer lokale schaal.

Als uitzonderlijk kan worden aangemerkt, de aardverschuiving of-verzakking te wijten aan een ware natuurverschijnsel.

De methodes voor de evaluatie van het criterium en van het belang van de impact van het verschijnsel op de landbouw worden gegrond op de volgende informatie:

- a) de karakterisering van de natuurlijke oorsprong van het verschijnsel door de "Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements" (CACEff) van de Waalse Overheidsdienst;
- c) de terreinwaarnemingen en proces-verbalen tot vaststelling van de landbouwschade gevalideerd door de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.
- e) de terreinwaarnemingen, de persartikelen, de lijst van de interventies van de hulpdiensten, de waarschuwingsberichten, de doorlopende registers van de interveniërende partijen, meegedeeld door het Gewestelijk crisiscentrum aan de directeur-generaal van de administratie of diens afgevaardigde.

Indien een verschijnsel niet opgenomen worden in de hierboven vermelde lijst of een opgelijst verschijnsel dat niet voldoet aan de hierboven bepaalde criteria van het uitzonderlijk verschijnsel kan als natuurverschijnsel dat een landbouwramp vormt, ten opzichte van de voorwaarden voorzien in het Wetboek en in dit besluit beschouwd worden voor zover een beslissing in die zin door de Regering wordt genomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017 tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwrampen van het Waalse Landbouwwetboek.

Namen, 31 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

### BIJLAGE 2. — Lijst van de risico's die redelijkerwijs gedekt kunnen worden door verzekeringscontracten

Risico's die als redelijkerwijs verzekeraar worden beschouwd	Betrokken goederen
De hagel	Elk soort teelten, met inbegrip van de weiden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017 tot uitvoering van Titel X/1 betreffende het herstel van de schade veroorzaakt door landbouwrampen van het Waalse Landbouwwetboek.

Namen, 31 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN